

Numéro spécial vacances - du 9 juillet au 17 septembre 1981 — 6 F

T2137 - 409 - 6,00 F

ISSN 0026-9433

le monde libertaire

Rédaction
Administration
145, rue Amelot
75011 Paris
tél : 805.34.08
CCP publico
1128915 Paris

N° 409 ÉTÉ 1981 6,00 F

hebdomadaire

Organe de la Fédération Anarchiste

(Adhérente à l'Internationale des Fédérations Anarchistes)



FOP. 2520

Liste et permanences des groupes de la Fédération Anarchiste

PROVINCE

AINSE : ANIZY-LE-CHATEAU
 ALLIER : MOULIN - YZEURE
 ALPES-MARITIMES : GROUPE DÉPARTEMENTAL NICE - CANNES.
 ARDÈCHE : AUBENAS
 AUBE : TROYES
 AUDE : NARBONNE
 B.-D.-R. : MARSEILLE
 DOUBS : BESANCON
 Eure : ÉVREUX
 GARD : GROUPE DÉPARTEMENTAL
 GIRONDE : BORDEAUX - CADILLAC
 HERAULT : BEZIERS
 ILE-ET-VILAINE : RENNES
 INDRÉ-ET-LOIRE : TOURS
 LOIRE : SAINT - ÉTIENNE
 MAINE-ET-LOIRE : ANGERS
 MOSELLE : METZ
 NORD : LILLE - VALENCIENNES
 OISE : CREIL - BEAUVAIS
 ORNE : ARGENTAN
 HAUT-RHIN : MULHOUSE
 RHÔNE : LYON
 LOIRE-ATLANTIQUE : NANTES
 MANCHE : CHERBOURG
 LOT-ET-GARONNE : AGEN
 SEINE-MARITIME : LE HAVRE - ROUEN
 SOMME : AMIENS
 VAR : GROUPE DE TOULON « ACTION DIRECTE » - GROUPE DE LA RÉGION TOULONNAISE
 HAUTE-VIENNE : LIMOGES
 VIENNE : GROUPE DÉPARTEMENTAL
 YONNE : FÉDÉRATION DÉPARTEMENTALE
 BELGIQUE
 SUD-LUXEMBOURG

RÉGION PARISIENNE

PARIS : 10 groupes répartis dans les arrondissements suivants : 4^e, 5^e, 6^e, 10^e, 11^e, 13^e, 14^e, 15^e, 18^e, 20^e.

BANLIEUE SUD

- FRESNES-ANTONY
 - LES ULIS
 - MASSY-PALAISEAU
 - ORSAY-BURES
 - RIS-ORANGIS
 - MASSY
 - VILLEJUIF

BANLIEUE EST

- GAGNY, NEUILLY-SUR-MARNE
 CHELLES
 - MONTREUIL, ROSNY
 - BOBIGNY

BANLIEUE OUEST

- NANTERRE - LA DÉFENSE
 - HOUILLES-SARTROUVILLE

BANLIEUE NORD

- VILLENEUVE-LA-GARENNE, ST-OUEN
 - DOMONT
 - ARGENTEUIL, COLOMBES
 - SEVRAN, BONDY

LIAISONS PROFESSIONNELLES

- LIAISON DES POSTIERS
 - LIAISON DES CHEMINOTS
 - CERCLE INTER-BANQUES
 - LIAISON ORTF
 - LIAISON INSTITUT DE SONDAGES

LIAISONS

NORD : Laon, Noyon, Roye, Hénil-Beaumont, Avesnois.
 EST : Nancy, Vosges, Charleville, Bas-Rhin, Dijon, Jura.
 ILE-DE-FRANCE : Meulan, Melun-Sénart, Nord Seine-et-Marne, Maule, Rambouillet, Versailles.
 OUEST : Brest, Bégard, Concarneau, Saint-Malo, Caen, Pont-Audemer, Laval, Le Mans, Parthenay, Poitiers, Marennes-Oléron, Saintes, Nord Haute-Vienne, Châtelleraut.
 CENTRE : Blois, Châteauroux, Vendôme, Vierzon, Le Puy, Clermont-Ferrand.
 SUD, SUD-OUEST : La Seyne-sur-Mer, Nice, Salons, Hyères, Aix-en-Provence, Le Caylar, Sète, Montpellier, Alès, Lot, Toulouse, Montauban.
 RHÔNE-ALPES : Valence, Isère, Thonon-les-Bains.
 CORSE : Ajaccio.
 LA RÉUNION : liaison anarchiste.
 GUADELOUPE : Basse-Terre.

* * *

Groupe d'Evreux : permanence le dernier jeudi de chaque mois de 18 à 19 heures, derrière la mairie, salle 1, 2 et 3, 27002 Evreux.
 Groupe de Rennes : le mardi à partir de 20 h à la MJC La Paillette.
 Permanences FA d'Angers : tous les vendredis de 17 à 19 h, à la librairie La Tête en Bas, 17, rue des Poëliers à Angers.
 Groupe de Marseille : le samedi de 14 à 17 h, 3, rue de la Fontaine de Caylus, 13002 Marseille.
 Groupe de Toulon « Action directe » et groupe Région Toulonnaise : le samedi de 15 h 30 à 19 h, au local du Cercle J. Rostand, rue Montebello, Toulon.
 Groupe d'Entraide (Havre et région) : dans les locaux du CES, 16, rue Jules Teller au Havre, permanences les lundis et samedis de 18 à 19 h.
 Groupe du 11^e : permanence à Publico, 145, rue Amélot, 75011 Paris, tous les mardis de 10 à 15 h.
 Groupe d'Amiens : permanences tous les mardis de 19 à 20 h, salle Dewailly, 80330 Longueau.
 Groupe Nestor Makhno de Saint-Etienne : tous les samedis à partir de 15 h, au local, 15 bis, CNT-SIA-LP de la Bourse du Travail, Cours Victor Hugo à St-Etienne.
 Groupe Soleil Noir de Cadillac : tous les samedis de 14 à 19 h, 26, rue de Branne à Cadillac (salle de l'ancien CES).
 Groupe Eugène Varlin : petite salle du patronage laïc, 72, avenue Félix Faure, (1^{er}), métro Bouicaut, tous les mercredis de 19 à 20 heures.
 Groupe Louise Michel : le lundi de 18 à 20 h, le mercredi de 16 à 19 h, le samedi de 17 à 19 h, 10, rue Robert Planquette, Paris 18^e.
 Groupe Fresnes-Antony : du mardi au jeudi, de 16 à 19 h, le vendredi de 14 à 19 h, le samedi de 10 à 19 h, le dimanche de 10 à 13 h, 34, rue de Fresnes, à Antony, métro Antony, tél. 668.48.58.
 Groupe du 14^e : petite salle du patronage laïc, 72, ave Félix Faure (Paris 15^e), métro Bouicaut, tous les mercredis de 19 à 20 heures.
 Groupe d'Anizy-le-Château : tous les samedis de 10 à 12 h à leur table de vente sur le marché de Soissons, et les lundis à partir de 20 h au local « salle communautaire du Moulin de Paris », 02000 Merisieux, (tél. (23).80.17.09).
 Groupe des Ulis : permanence à la MJC des Ulis, tous les 2^e et 4^e jeudis de chaque mois, de 20 h 30 à 22 h.
 Groupe Sébastien Faure de Bordeaux : le mercredi de 18 à 19 h et le samedi de 14 à 17 h, en son local, 7, rue du Muguet à Bordeaux.
 Groupe Voline : 26, rue Piat, Paris 20^e. Permanences le 1^{er} et 3^e jeudi de chaque mois, de 19 à 20 h 30, et samedi sur rendez-vous.
 Guingamp : permanences FA tous les premiers samedis du mois, au centre de Persanquen, de 16 à 18 heures, au local de la Libre Pensée.
 Groupe Proudhon de Besançon : 77, rue Battant, les mercredis et samedis de 14 à 19 heures.
 Groupe FA de Limoges : table de vente tous les samedis de 15 à 18 heures, place de la République, à Limoges.

Pour toute prise de contact avec les groupes de la F.A., n'hésitez pas à écrire aux R.I., ou bien venez à la PERMANENCE DES RELATIONS INTÉRIEURES, le samedi, de 14 h 30 à 18 h, 145, rue Amélot, Paris 11^e (M^o République) - Tél. : 805.34.08.

COMMUNIQUÉS

Les anarchistes intéressés par la création d'un groupe libertaire dans l'Eure-et-Loire peuvent contacter la toute nouvelle liaison de Chartres en écrivant aux Relations Intérieures.

Le nouveau groupe FA des Alpes-Maritimes (Nice-Cannes) a une adresse postale : écrire à Lansac, BP 94, 06322 Cannes-la-Bocca Cedex.

Une liaison de la FA vient de se créer à Roye, dans la Somme. Les sympathisants libertaires intéressés pour former un groupe sur Roye peuvent prendre contact avec la liaison. Pour tout contact, BP n° 7, 80330 Longueau, ou par le canal des Relations Intérieures.

Le groupe communiste libertaire de Valenciennes, membre de la Fédération anarchiste, tiendra un stand sur la place du marché, le 14 septembre 1981, à l'occasion de la braderie.

A Toulouse et ses environs, un groupe anarchiste est en formation. Pour tous contacts : RI (pour FA Toulouse), 145, rue Amélot, 75011 Paris.

Le groupe d'Aubenas communique sa toute nouvelle boîte postale. Groupe d'Aubenas : CES, BP 1, 07530 Autraignes.

Les personnes intéressées par l'anarchisme et prêtes à fonder un groupe sur Reims et sa proche région peuvent écrire au RI qui transmettront.

Les personnes intéressées par la création d'un groupe libertaire à Saint-Malo peuvent écrire au RI qui transmettront.

La Rue n° 30, édité par le groupe Louise Michel est parue

Au sommaire :
 - Pologne, une révolution en marche, par Thyde Rosell.
 - La vie quotidienne en Pologne, par Colette Pibaut.
 - Le mouvement subréaliste, par Jean Barrué.
 - Terrorisme et violence révolutionnaire, par Gaetano Manfredoni.
 - Tchad, le double échec, par Alain Sauvage.
 - La reconstruction de la F.A., par Maurice Joyeux.
 Nouvelle :
 - Le tiroir, par Léo Malet.
 - La bombe, par Fmqqs.
 En vente à Publico : 25 F

Le Riflard n° 6 du groupe de Montreuil vient de paraître. Réclamez-le contre 1,40 F en timbres.

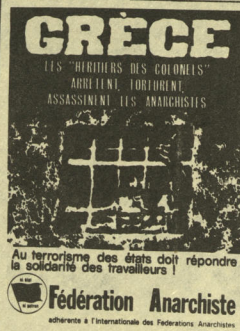
Permanences antimilitaristes

Tous les mercredis de 17 à 19 h à la librairie La Tête en Bas 17, rue des Poëliers à Angers

* *

Tous les mardis de 18 à 19 h tous les vendredis de 19 à 20 h 26, rue du Wab-Billy Metz - Tél. : 74.41.58

Directeur de Publication Maurice Joyeux
 Commission paritaire n° 56 636
 Imprimerie « Les marchés de France » 44, rue de l'Ermitage, Paris 20^e
 Dépot légal 44 149 - 1^{er} trimestre 1977
 Routage 205 - Publi-Routage
 Diffusion SAEM Transport Press



Affiche éditée par les Relations Internationales
 Format : 76 x 66
 Prix : 2 F l'unité, 0,70 F à partir de 10 exemplaires

Fédération Anarchiste
 adhérents à l'Internationale des Fédérations Anarchistes

AFFICHES EN VENTE A PUBLICO

Groupe Sacco-Vanzetti : Halte au fléage des enfants 0,50 F
 Groupe de Toulon : Radios libres 0,50 F
 Groupe Fresnes-Antony : Autogestion 0,50 F
 Groupe d'Angers : Abstention révolutionnaire, grève gestionnaire 0,60 F
 Groupe Sacco-Vanzetti : Le Pouvoir est tranquille 0,60 F
 Groupe Jacob : Autogestion. Occupez-vous de vos affaires ! 0,50 F
 Relations Internationales : Pologne 0,70 F
 Monde libertaire : Lisez le Monde libertaire (dessin) 0,50 F
 En vente chaque jeudi + l'abonnement 0,45 F
 Le Monde libertaire chaque jeudi 0,40 F
 Groupe Fresnes-Antony : Les Anarchistes proposent Danger nucléaire 0,60 F
 Groupe Sacco-Vanzetti : Armée, bourreau du peuple 0,60 F
 Groupe d'Argenteuil : Unité ouvrière 1 F
 Monde libertaire nouvelle adresse 0,30 F
 Groupe de Marseille : S'abstenir, c'est lutter 0,60 F

POSTER :
 Union régionale Centre : Le pouvoir est maudit, c'est pour cela que je suis anarchiste (Louise Michel) 10 F

ENVELOPPES :
 Groupe de Tours : 11 F les 50, 21 F les 100, 40 F les 200.

CARTES POSTALES :
 Groupe Sacco-Vanzetti 10 F les 8.

Les commandes sont faites le jour même sauf rupture de stock. N'oubliez pas les frais de port, 30% de la commande pour les affiches. Pas d'envoi d'affiches au-dessous de 10 exemplaires. En vente sur place à Publico 2 F l'unité de une à dix affiches.

Lisez le MONDE LIBERTAIRE hebdomadaire



PAGE 2 : Activités des groupes FA
 PAGES 3 : Editorial, Amis Lecteurs, Souscriptions
 PAGES 4 : La droite au coin des bois, Radios libres
 PAGES 5 : Radios libres (fin), Radio-télévision
 PAGES 6 : La guerre des écoles... Non à la hiérarchie, Le rôle de l'école
 PAGES 7 : Prison et socialisme
 PAGES 8 et 9 : Qu'est-ce que la F.A.
 PAGES 10 : Informations Internationales
 PAGES 11 : Informations Internationales
 PAGES 12 : L'antipatriotisme en France...
 PAGES 13 : Spectacles
 PAGES 14 : La révolte de Kronstadt, Contrat-provocation, La Commune dans le 13^e
 PAGES 15 : Livres en vente à Publico
 PAGES 16 : Le loisir

Abonnez vous !

TARIF France Sous pli fermé Etranger
 13 n° 50 F 55 F 78 F
 26 n° 95 F 110 F 150 F
 52 n° 180 F 210 F 280 F

LE MONDE LIBERTAIRE
 Rédaction-Administration :
 145, rue Amélot 75011 Paris
 Tél. 805.34.08

ABONNEMENT DE SOUTIEN : 250 F | CCP Publico 11 289 15 Paris

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner 145, rue Amélot 75011 Paris (France)

Nom Prénom

N° Rue

Code postal Ville

à partir du N° (inclus) Pays

Abonnement Reabonnement Abonnement de soutien

Règlement (à joindre au bulletin)

Chèque postal Chèque bancaire Mandat-lettre

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4 F en timbre-poste.

en bref...en bref...

A l'initiative du groupe de femmes scandinaves, une marche à travers l'Europe a été décidée pour cet été. Elle a pour but de mobiliser l'opinion publique internationale sur la nécessité de stopper la course aux armements et notamment l'armement nucléaire. Cette marche traversera l'Allemagne fédérale, la Hollande et la Belgique avant d'arriver en France, le 6 août 81. Chaque groupe ou organisation pourront se joindre à cette marche, ainsi qu'aux manifestations de clôture qui se dérouleront à Paris du 6 au 9 août, en restant dans l'esprit de cette marche. Les deux principales journées auront lieu le 8 août à la Cartoucherie de Vincennes de 14 à 22 h. Entrée : 20 F le jour-même (15 F avant en achetant des billets de soutien). « Journée de rencontres informelles » où se mêleront discussions et musique. Le 9 août à l'Hippodrome de Pantin de 9 h du matin à minuit. Interventions d'orateurs internationaux ainsi que manifestations musicales d'horizons mondiaux. Entrée : 50 F (40 F avant. A noter que le rendez-vous pour l'arrivée de la marche est prévu le 6 août à 13 h 30 à la porte d'Aubervilliers. Pour tous renseignements, tél. 628.05.19.

L'équipe d'Avis de Recherche est sortie de la clandestinité au cours d'une conférence de presse qui a eu lieu le 30 juin à Paris. Le bulletin insoumis Avis de Recherche qui a publié régulièrement depuis septembre 1978 une quarantaine de numéros, continuera de paraître. Seulement, pour les neufs insoumis en cavale qui animent Avis de Recherche, il semble opportun de sortir de la clandestinité car le décor aurait changé et qu'au lieu de s'enfermer dans un ghetto, il faudrait mieux se battre pour faire tenir au gouvernement ses promesses. Ils réclament la libération de tous les insoumis, la levée des mandats d'arrêt, mais doutent de l'évolution par le fait gouvernemental, car même les TPEA supprimés, l'armée restera et qui plus est les antimilitaristes continueront quand même à être jugés par... des tribunaux civils. Les cas Gervasoni, Ornano, Guy Hervé, les jugements rendus à des objecteurs-insoumis de la FA, renforcent ce doute. Toujours est-il qu'Avis de Recherche ne conçoit pas sa sortie de la clandestinité comme une reddition, mais seulement comme une stratégie plus adaptée à la situation et n'ont-ils pas dit, en guise de conclusion, que « si rien ne change, ils n'hésiteront pas à agir publiquement de manière extrêmement déterminée. »

Le procès de F. Plassman, militant du groupe du 11^e de Paris (FA), poursuivi pour insoumission à l'ONF, qui devait se dérouler le 2 juillet 81, a été reporté au 24 septembre à la 17^e chambre correctionnelle du TGI de Paris à 13 h 30. Motifs : son avocat devait plaider deux affaires le même jour et le juge décida volontiers du report, après s'être renseigné si François allait parler politique et s'il était soutenu dans la salle...

Gérard Thiebaut, insoumis au service civil, passera en procès le 28 juillet 81 à 8 h, au tribunal de Saint-Denis pour insoumission au service civil. On peut écrire au magistrat chargé de l'affaire, palais de justice, rue Jahette Dodu, Saint-Denis de La Réunion.

**UN SERVICE
REGULIER
ET PRATIQUE
L'ABONNEMENT**

Liste de la souscription
du mois de juin
et récapitulatif
des virements
automatiques de l'année

Souscription		Roy Didier		
Lasfarges André	40 F	May Françoise	50 F	
Millot Guy	70 F	J. Fonlupt-Pieters	100 F	
Lansac Geoffroy	25 F	Vergelas Eugène	20 F	
Castagno Antoine	120 F	Beaufils Etienne	25 F	
Dominique	85 F	Cormier Jean-Claude	150 F	
Marcel	40 F	Lansac Jean-Claude	20 F	
Publico	500 F	Fehr Didier	50 F	
Gr. de Moulins	50 F	Bolluere Sanchez	70 F	
Plasman	100 F	Raynaud Jean-Marc	150 F	
Guezennec H.	40 F	Le Trouher O.	10 F	
Véronique C.	150 F	Colombo Maurice	200 F	
Methey A.	25 F	Gr. Jacob	50 F	
Pivert G.	343 F	Boitelle Bruno	25 F	
Martine	49 F	Cresson Pascal	100 F	
Gr. du Havre	200 F	Gr. Malatesta	100 F	
Fournol	132 F	Luze Robert	50 F	
Ris	50 F	Gr. de Béziers	50 F	
Anonyme	100 F	Bouzendroffer	50 F	
Villers	5000 F	Michel Christian	150 F	
Gr. Sacco-Vanzetti	340 F	Gr. Prudhommeaux	50 F	
Total	7509 F	Porcher Christian	50 F	
Totaux précédents	103 133 F	Salaméro Joachim	100 F	
TOTAL GÉNÉRAL	110 652 F	Sanchez Mateo	50 F	
		Millot Guy	20 F	
		Exertier Philippe	80 F	
		Chevtchenko Michel	50 F	
		Paris Gérard	100 F	
		Costes Daniel	50 F	
		Poilevert Guy	50 F	
		Pouillard Jean-Luc	50 F	
		Tenneguini Danielle	100 F	
		Sellier Bertrand	150 F	
		Gr. Varlin	100 F	
		Bedos Pascal	50 F	
		Peirat	50 F	
		Gr. Louise Michel	150 F	
		Rolin Nadine	100 F	
		Total	3850 F	
		Virements automatiques		
Niel Jean-René	50 F			
Pieters Serge	50 F			
Lestrat Dominique	25 F			
Brunet Jean-Marie	50 F			
Le Guen Alain	50 F			
Gr. Fresnes-Antony	150 F			
Giraud Jean-Pierre	300 F			
Hurez Daniel	25 F			
Bedos Pascal	100 F			
Caramaro Gérard	30 F			
Peyraut Yves	100 F			
Répond Jacques	100 F			

Amis Lecteurs

DANS le numéro précédent, nous vous avons fait part de notre volonté d'avoir un Monde libertaire de douze pages, pour continuer à analyser l'actualité tout en faisant paraître des études de fond sur l'anarchisme et l'organisation sociale.

Mais nous ne l'obtiendrons qu'avec la volonté et l'effort de tous, en multipliant les ventes, les abonnements et les souscriptions.

Dès la rentrée, cependant, nous serons obligés d'augmenter le prix du journal à 5 francs, cela avant la parution du douze pages car, depuis trois ans que Le Monde libertaire est vendu 4 francs, les prix ont subi une hausse de 50% (papier et imprimerie par exemple). Nous n'avons pu maintenir le journal à ce prix que grâce à une prise en charge plus importante de notre part de sa fabrication et de sa distribution (composition, transport aux différents centres des NMPP, impression des bandes de routage des abonnés, etc.).

Ces efforts ne suffisent pas et l'augmentation du prix du numéro est devenue une nécessité pour ne pas déséquilibrer gravement son budget, mettant ainsi en péril son existence même.

Nos seules ressources proviennent des abonnements des ventes à la criée et en kiosques; améliorons-les, nous pourrions ainsi maintenir les coûts de fabrication, tout en accroissant la diffusion de nos idées.

Amis lecteurs, nous avons besoin de votre soutien permanent, de vos souscriptions et de vos abonnements.

Les administrateurs
P. Bedos — J. Rémond

OUVERTURE DE LA LIBRAIRIE :
JUILLET DE 10 h 30 à 19 h
AOÛT DE 14 h à 19 h.
(Jours habituels)

PROCHAIN MONDE LIBERTAIRE :
LE 17 SEPTEMBRE

Editorial

Une situation sociale n'est pas encore sortie du flou qu'a engendré la victoire inattendue de la gauche aux dernières élections. Chacune des confédérations syndicales s'est retrouvée face à une situation qu'elle n'imaginait pas possible il y a seulement six mois, lorsque Mitterrand et Rocard se disputaient la candidature présidentielle. Nombreux étaient les observateurs qui estimaient que Mitterrand n'avait aucune chance et que seul Rocard pouvait permettre un retournement de situation. Et pourtant...

Que ce soit par tradition (FO), par souci de suivre la ligne politique imposée par le parti frère (CGT) ou en fonction d'une stratégie fixée au lendemain de l'échec de 78 (CFDT), tous les appareils syndicaux se refusant à envisager une telle éventualité. Chacun avait conservé ses positions traditionnelles lors de la campagne, sans plus.

On comprend donc que le virage soit parfois difficile à assumer, d'autant plus que les rapports plus ou moins étroits qui unissent le monde syndical à la gauche politique ont entraîné une participation indirecte des syndicats au gouvernement. La FEN s'y est trouvée impliquée directement par la personne de son secrétaire général; la CGT s'est déclarée partie prenante de la majorité présidentielle; la CFDT ne pouvait pas voir d'un mauvais œil un gouvernement où entrerait un de ses proches collaborateurs dans les problèmes économiques, Jacques Delors. Il n'est pas jusqu'à certains syndicats FO qui, rompant avec une tradition bien établie appelaient à voter à gauche lors des élections législatives.

Par conséquent, il était inévitable qu'une telle situation débouchât sur une volonté délibérée des syndicats de négocier très vite avec le nouveau pouvoir, afin de redorer un blason passablement terni. L'inactivité dont ils ont souvent fait preuve depuis bien des années ne les autorisait certes pas à appeler à l'action au moment où les changements politiques semblent combler leurs vœux. Il est vrai également que la coïncidence du changement politique et du début de la période des vacances ne se prêtait pas au déclenchement d'un mouvement social du type 36.

Une telle situation appelle donc une vigilance toute particulière des militants anarchistes dans les entreprises et dans les syndicats. Et pour cela, il faut se montrer aussi intransigeant avec le pouvoir de gauche que nous l'étions avec le pouvoir de droite.

Quand les confédérations s'enlisent dans un réalisme qui ressemble à de la collaboration de classes, notre rôle doit être celui de la vigilance et de la méfiance à l'égard de tout pouvoir. Il ne devrait pas être bien difficile, dans les mois à venir, de faire comprendre à de nombreux travailleurs que leurs espoirs seront vite déçus s'ils ne luttent pas dès demain comme ils ont pu le faire hier. C'est bien la seule voie pour arracher les revendications sur lesquelles le patronat fait la sourde oreille.

Surenchère, dira-t-on ! Que non. Simplement, nous disons que ce que l'on demandait au pouvoir d'hier, il faut continuer à l'exiger de celui d'aujourd'hui. Les salaires, l'amélioration des conditions de travail et notamment la réduction du temps de travail, le développement des libertés dans l'entreprise, pas seulement les libertés syndicales, mais surtout les droits de tous les travailleurs (droits de parole, de réunion...), tous ces axes d'action ne peuvent être étrangers aux anarchistes.

Mais ils ne devront pas se contenter de participer à l'action dans les entreprises, ils devront également se préoccuper, au-delà du contenu de l'action revendicative, de la manière dont elle est menée. Veiller donc à ce que les travailleurs, dans chaque entreprise en lutte, prennent en main leurs affaires par des assemblées générales décisionnelles.

Nous ne laisserons pas les bureaucrates décider à notre place !

COMMUNIQUÉ

Douze mois avec sursis, trois ans de mise à l'épreuve et obligation de faire son service civil : tel est le verdict du procès de notre compagnon Maurice Colombo qui comparait devant le tribunal de Meaux, pour insoumission au service civil.

Après Pascal Bru (voir ML 408), qui fut condamné à six mois ferme, on pourrait presque être heureux de cette « clémence », mais il n'en est rien. En effet, contrairement à certains antimilitaristes qui attendent du P.S. et du gouvernement la solution aux problèmes de l'armée et de la militarisation, nous pensons que nous devons continuer à ne compter que sur nous-mêmes. Maurice sera peut-être amnistié, mais il devra faire son service civil - comme tous les autres objecteurs-insoumis. Comme par le passé, il refusera de se soumettre à l'Etat - qu'il soit socialiste ne change en rien les convictions de notre camarade - et sera donc poursuivi de nouveau.

C'est ce qu'il a tenté d'expliquer au juge (la même qui a jugé Pascal). Mais celle-ci, n'écoulant que la voix de la revanche, refusa de le laisser parler plus longtemps lorsqu'il en vint à parler de l'Etat et de notre société de privilèges. Elle entendit tout de même notre camarade, qui avait l'appui de la salle, et maître Jacoby se mit à plaider, basant sa plaidoirie sur le respect des différences, sans pour cela minimiser nos idées. Il évoqua tous nos compagnons morts dans les maquis ou dans les camps de concentration nazis ; il expliqua que pour nous la lutte pour la liberté est une lutte quotidienne et que si nous combattons les totalitarismes, nous combattons également les sociétés libérales construites sur l'exploitation de l'homme par l'homme. Il parla très bien de notre morale d'en-taïde et de liberté.

En attendant, nous devons sans doute faire appel à ses services car le gouvernement ne s'arrêtera pas là. Il n'y a qu'à écouter les déclarations de Henu, ministre de la Défense, pour savoir que la répression n'est pas prête à s'arrêter. Mais notre lutte ne se terminera que lorsque nous aurons aboli l'Etat et toutes les institutions qui lui permettent de réprimer et de survivre.

Groupe Sacco-Vanzetti

ACTUALITÉ POLITIQUE ET MÉDIAS

LA DROITE AU COIN DES BOIS

DEPUIS l'arrivée de la gauche au pouvoir, les feux de la rampe restent braqués sur elle et l'on peut s'étonner du manque d'intérêt porté aux vaincus. Le succès politique du Parti socialiste et de ses alliés aurait-il balayé, comme par miracle, les forces de la droite qui, hier encore, tenaient le devant de la scène ? Certes non. Mais pour mieux comprendre ce qui se passe, il faudrait pré-

ciser ce que l'on entend par « droite » ou « forces de droite ».



A.F.P.

c'est en lui que se fonde la propriété privée, l'échange privatif et donc la domination économique. En se servant de tous les rouages économiques qui sont entre leurs mains, les capitalistes peuvent également contraindre l'appareil politique : fuite des devises, investissement à l'étranger, importation du chômage, organisation de la pénurie, etc. Le deuxième plan sur lequel la droite objective essaye de com-

libérées par la semaine à 35 heures devrait être le lieu d'un nouvel essor et d'une nouvelle source de création d'emplois. Soit cela contribuerait à développer le marché intérieur en permettant — pour un temps seulement — un redémarrage de la consommation, qui viendrait contre l'effet négatif de la hausse des prix. Donc, si les patrons jouent le blocage, il s'agit là d'une stratégie qui consiste à obliger le gouvernement à concentrer ses forces sur des points précis, secondaires, qui les empêchent de passer à des réformes plus fondamentales.

En ce qui concerne la droite politique, elle joue un jeu différent et complémentaire, son objectif est, bien sûr de préparer sa reconquête du pouvoir. Pour la droite chiraquienne, qui regroupe les partisans de la bourgeoisie nationaliste, il importe de se recycler, d'épurer et de prendre la clientèle giscardienne, laquelle se caractérise par son aspect plus internationaliste et plus technocratique.

La droite chiraquienne se distingue de la droite giscardienne en ceci que, d'une part, elle regroupe un grand nombre d'individus ralliés aux valeurs bourgeoises, et que d'autre part, elle défend les intérêts de la droite objective nationaliste.

batte la gauche technocratique, est celui des mesures sociales. Il est évident que ramener la semaine de travail à 35 heures avec maintien du salaire ne peut, dans le contexte actuel, que se traduire par une hausse des prix de revient des produits fabriqués; cela dans la mesure où la partie qui correspond au profit, dans la formation des prix, reste inchangée. Et il est évident qu'aucun propriétaire ne voudra changer cette marge bénéficiaire. Ce par quoi le gouvernement peut contourner cette difficulté, est la création d'impôts sur les grosses fortunes, c'est-à-dire par une re-

Dans la société française, parmi la classe des possédants, il en existe une partie qui a tout à perdre à une confrontation avec leurs collègues des autres Etats : dans le système de la concurrence, leurs petits royaumes ne font pas le poids en face des immenses empires multinationaux. Ils sont donc contre l'ouverture du marché national que garantit l'Etat français aux marchés contrôlés par les autres Etats. Les giscardiens regroupent plutôt les possédants qui ont tout à gagner

tégie de son clan reste celle définie par Poniatowski : attendre, se faire oublier, essayer d'incarner l'image du recours et finalement faire un retour en force si, sur le plan économique, les forces de la droite objective arrivent à mettre le PS en échec.

Pour les chiraquiens, il importe tout d'abord de commencer à redorer le blason de l'image de la droite politique, notamment en jouant le jeu du « fair-play ». Ensuite, le deuxième volet des grandes manœuvres consiste à capter la clientèle des giscardiens. Ce qui ne manquera pas de conduire à des révisions déshonorantes pour la vieille bourgeoisie nationaliste. Et enfin, si l'élection de Mitterrand a pu apparaître comme une défaite personnelle de Giscard, le clan Chirac n'y est pas pour rien; c'est ce qu'ils continuent à proclamer, en espérant faire croire au public qu'il ne s'agit pas d'une défaite de la droite politique dans son ensemble.

Quelle sera la suite des événements ? Il est probable que la droite politique continuera à jouer les « beaux joueurs » et s'attachera à discuter pied-à-pied les propositions du gouvernement. En cela, elle aura un avantage sur la gauche quand cette dernière était dans l'opposition : ce n'est pas un programme dans sa totalité, dans sa cohérence qu'elle critiquera, mais le sens de chacune des propositions par rapport aux intérêts de l'économie considérée dans sa structure capitaliste.

Tant que les propositions socialistes n'iront pas trop loin dans la voie de l'étatisation, la tactique de la droite objective sera plutôt de tenter le blocage systématique. Toutefois, si le PS allait trop loin, il est fort probable que nous puissions assister à une résurgence de l'extrême-droite musclée.

Serge
(Groupe Sevrans-Bondy)

RADIOS LIBRES

Un problème politique

L'ARRIVÉE au pouvoir de Mitterrand a accéléré le phénomène des radios dites libres en ce sens que, refusant les saisies de matériel et négligeant les poursuites judiciaires (dont il fut lui-même victime), le nouveau président a fait sortir de l'ombre une multitude de studios d'émissions et, sous peu, la faune des requins à pub. On compte à ce jour (sur Paris), 47 fréquences occupées sur 70 possibles, tant par le PC, le PS, la CGT, le RPR, les cathos intégristes, les ex-autonomes de *Camarades*, *Le Monde* ou *Le Parisien libéré*. Europe 1 et *Le Dauphiné libéré* s'entendent comme larrons en foire pour la région Rhône-Alpes, *Le Télégramme de Brest* lorgne vers les Bretons, beaucoup de quotidiens de province, comme *Le Républicain lorrain*, ont fait effectuer des stages à quelques-uns de leurs journalistes dans les radios périphériques, et chacun en France se découpe les zones d'influence. Car ne nous trompons pas : si l'apparition de ce nouveau médium n'est certes pas comparable au boom que furent les lois sur la presse de 1881, il n'en est pas moins sûr que ce phénomène de la communication sera déterminant pour les deux décennies à venir.

Un peu d'histoire

Avant 1939, l'Etat n'avait pas le monopole des ondes radios qu'il avait celui de la presse. On côtoyait le pire et le meilleur : du plus important Radio-Paris (rappelez-vous Radio-Paris ment, Radio-Paris est allemand...) au poste émetteur très puissant installé en France par nos camarades et qui diffusait des émissions antifranquistes en direction de l'Espagne. Pétain s'appuya sur une vieille loi qui avait (déjà mais sans effets réels) créé une administration de radiodiffusion rattachée aux PTT pour prendre en mains les postes privés. A la Libération, le nouveau pouvoir mit à profit la collaboration de Radio-Paris pour élargir la nationalisation. Le monopole était né car un pouvoir quel qu'il soit ne peut laisser disperser cet immense pouvoir d'acheminer instantanément et publiquement toute in-

formation. C'est d'ailleurs pour cette raison qu'il est devenu actionnaire majoritaire (minoritaire pour RTL) dans les postes périphériques qui n'émettent pas sur le territoire (en Sarre pour Europe 1, Andorre pour Sud-Radio); exception pour Monte-Carlo qui émet illégalement à Rémoises (Hautes-Alpes). L'Etat viole ses propres lois quand ça l'arrange : ce n'est pas nouveau...

Quelques secrets d'Etat

Et les chiens de garde du monopole sont nombreux et bien outillés. Dans la région parisienne, par exemple, et sous prétexte d'espionnage (vieille rengaine), le SDECE a un service spécialisé, le GCR — Groupe-ment des Contrôles Radion —, au Mont-Valérien, et des stations d'écoute au fort de Noisy-le-Sec, Alluets, Feucherolles. Il espionne les espions étrangers assez bêtes et assez sous-équipés

suite page 5



A.F.P.

distribution étatique des profits, mesures qui ne remettent ne remettent en rien en cause les structures capitalistes de la société, ni le salariat comme forme d'exploitation.

Mais les 35 heures n'ont pas uniquement un effet négatif sur l'économie capitaliste : depuis une vingtaine d'années, le secteur loisir (« temps libre ») est devenu une industrie très rentable et, qui plus est, permet le contrôle de la population hors du temps de travail. Le nombre d'heures

d'une telle confrontation. Mais pour ces derniers, il importe d'abord de rationaliser l'espace économique français, c'est-à-dire de se débarrasser de ce boulet que représentent les équipements « non rentables ». Ces intérêts divergents expliquent qu'il y ait, à droite, deux lignes politiques.

A l'intérieur du camp de la droite politique, le jeu qui se joue actuellement est celui d'un regroupement. Giscard a échoué et il est rejeté en tant que politique. Mais, malgré cela, la stra-

l'arrivée de la gauche au pouvoir politique, dans le même temps qu'elle signifie l'arrivée des « professeurs » aux affaires de l'Etat, signifie également la montée d'une nouvelle classe sociale. Rivaux des capitalistes, ces derniers ne peuvent se passer des technocrates-gestionnaires-en-lieu-et-place-des-capitalistes qui ne se contentent pas de la délégation de pouvoir. Ce qu'ils veulent, c'est tout le pouvoir, plus exactement rejeter les limites dans lesquelles les possédants des moyens de production les assignent. Les intérêts des uns et des autres divergent parce qu'ils se trouvent dans des situations différentes.

Pour la « droite objective », il s'agit de faire échec aux technocrates. Dans cette optique, la première action qui s'impose est la résistance à la réglementation. La limitation du pouvoir des possédants à laquelle les technocrates veulent procéder passe par l'Etat. L'Etat édicte des lois de contrôle sur l'ensemble économique et la force de l'Etat dans ce domaine est d'autant plus grande que

MÉDIAS

Radios libres : un problème politique

suite de la page 4

pour se faire pincer. En fait, il ne sert à rien sinon à épauler et renforcer la DST en cas de « subversion intérieure. » Laquelle DST a son service aussi, qui était plein de toiles d'araignées avant les radios-libres.

C'est la PCR — Police des Communications Radios — 11, rue des Saussaies. C'est elle qui procédait aux arrestations et aux saisies. Elle dispose de camions de repérage et de stations d'écoute (Limours et Boullay). Enfin, TDF a ses stations de brouillage à Limours, aux Buttes-Chaumont, et des camionnettes stationnées à Issy.

N'oublions pas l'armée qui a du très bon matériel (c'est normal, on paie assez cher pour équiper correctement les ganaches).

C'est elle qui brouillait en province. Avec le matériel ultra-sophisticé dont tous ces braves gens disposent maintenant, il est illusoire de jouer à cache-cache avec un émetteur si petit soit-

tuel ministre des PTT. Fillioud, ministre de la Communication, semble favorable (enfin à ce qu'il paraît...) pour quelques radios hors-monopole (son fils Thierry s'occupe d'ailleurs d'une radio : Gilda).

Position assez claire du PSU et du MRG : fin du monopole. Pour le PC, c'est à l'image du personnage : ultra soucieux de garder le contrôle de la bonne parole pour les travailleurs. C'est le strict monopole d'Etat avec quelques créations de radios locales (évidemment dans le cadre du monopole) et tenez-vous bien : tout cela avec pluralité des expressions garantie. Ça ne coûte rien de le dire, mais le faire, c'est autre chose. On connaît ces oiseaux. Comme par hasard, la CGT a le même point de vue (voir article sur Lorraine-Cœur-d'Acier dans le ML du 4 juin). Où l'affaire tourne au vaudeville c'est que, partie prenante d'un gouvernement qui brouille les émissions en attendant de prendre une décision et farouche partisan du mo-

sentants » maintenant officialisés depuis qu'ils sont reçus régulièrement par Fillioud pour se partager le gâteau éventuel. Qui sont-ils ?

Au début, Antoine Lefebvre, qui fut à l'origine et construisit les premiers émetteurs, créa l'ALO — Association pour la Liberté des Ondes. Rapidement, sa plate-forme (5 minutes de pub par heure) dégénéra et ALO en arriva à accepter comme membre la fameuse Radio Fil Bleu, poste giscardien de Montpellier. Scission ou plutôt constitution parallèle de la Fédération des radios libres non commerciales, FRLNC — par Jean Ducaroir. Elle regroupe des radios aux projets associatifs ou collectifs, sans aucune pub. Son discours est assez gauchisant et son influence réduite du fait d'approches politiques différentes (une, en fait, pour chaque radio fédérée). C'est l'alliance de la chèvre et du chou. Rescission et création de la Fédération nationale des radios et télévision indépendantes — FNRTI — qui, elle, annonce la couleur : radios locales et municipales avec pub locale (on voit tout de suite ce que peut donner une pub locale sur Paris !). Cette FNRTI a élaboré avec ALO une plate-forme commune qui est un chef-d'œuvre de jésuitisme : tout le monde jure qu'il faut préserver les nouveaux postes de la grosse pub, mais chacun lui ouvre la porte : 5 minutes de lessive Omo pour l'un et ce qu'on veut (le marchand de canons par exemple, pourvu qu'il soit local) pour l'autre.

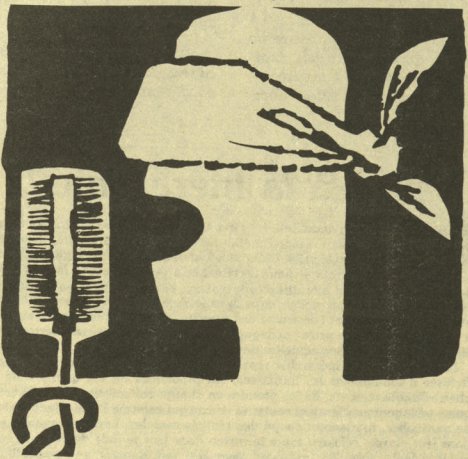
Tentative de description d'un dîner de têtes

Ajoutons à cela les requins à pub genre Thomas Sertillange (de France-Inter) avec Génération 2 000, *Le Monde* avec Radio Cité future, Canal 75 du PS, Radio-Paris FM du *Parisien libéré*, Radio Lumière des cathos, Radio-Juif, les projets d'Europe 1 et du *Dauphiné libéré*, ceux de presque tous les grands quotidiens de province, la reprise d'activités de Lorraine Cœur d'Acier. Mélangeons cela avec 36 positions politiques divergentes, contradictoires. Secouons avec les pro-monopole, les anti (souvent à l'intérieur du même parti !), les grosses boîtes de pub, les fédérations et associations diverses, les brouilleurs CGT brouillant CGT Ile-de-France, les 28 Watts de puissance de la radio du 5^e arrondissement avec les 2 000 watts stéréo du RPR et ouvrons le panier : un cochon n'y retrouverait pas ses petits.

Bien malin celui qui pourrait dire ce que deviendront ces radios dites libres à part que le fric récupérera à terme et de toute façon ce phénomène.

Une seule chose est certaine : ce fantastique moyen de communication et de propagande ne doit pas être réservé aux marchands de soupe, qu'ils soient publicitaires ou dirigeants politiques. Chaque groupe dans sa région et la fédération sur le plan national doivent préserver l'avenir. Nous sommes comptables de cela vis-à-vis de nos camarades qui nous succéderont.

J.-J. JULIEN



il. Le repérage complet au mètre près, à l'appartement près, est de l'ordre de la minute, le brouillage est presque aussi rapide et de plus en plus difficile à contrer, voire carrément impossible si les brouilleurs font du zèle. L'Etat garde son os féroce.

Père, gardez-vous à gauche

Or la faune politique a changé et cela a créé une situation paradoxale d'arroseur-arrosé très amusante. A l'époque où le PS était dans l'opposition, évidemment court-circuité des grands médias par Giscard, il fut le premier à souffrir du monopole de diffusion. Fin 76, il démarra un important projet de radio PS avec Maurice Séveno, mais qui fut abandonné vu les résultats des élections de 78.

Dès lors, les militants PS entrèrent dans la danse des radios-pirates et en arrivèrent à la fameuse émission avec Mitterrand, cité Malesherbes. Ardents pourfendeurs du monopole à cette époque, ils ignoraient qu'en 1981 ils seraient, eux, au pouvoir. Ayant crié hier qu'ils étaient contre le monopole, ils voudraient bien le conserver aujourd'hui : c'est plus pratique évidemment pour gouverner, c'est la position de Maixandeu, ac-

RADIO-TÉLÉVISION

Comment ça se présente

En octobre 78, le PS, aspirant au pouvoir, adoptait un rapport sur la radio-télévision, dit « rapport Bastide », du nom de son rédacteur, un militant du parti, producteur à Radio-France.

Le texte, après avoir rappelé la destruction giscardienne, programmée, du service public — dont la loi du 7 août 74 n'était qu'une simple étape — faisait des propositions concernant l'ensemble des problèmes soulevés : les programmes, les rapports avec le cinéma, le monopole d'Etat et le service public, les structures (nationales et régionales), le financement, les radios locales, les nouvelles technologies...

Relevons quelques idées motrices de ce rapport. La radio et la télé étaient situées dans l'ensemble plus vaste de l'audiovisuel considéré lui-même comme une partie seulement des moyens de la communication. L'analyse devait porter sur le tout. Il fallait prévoir le développement et la diversité de ces moyens pour favoriser les initiatives de création. Il devait y avoir réelle décentralisation et régionalisation, et pluralisme, et indépendance, non seulement vis-à-vis du pouvoir politique, mais aussi vis-à-vis des puissances économiques et financières. La redevance et les ressources publicitaires devaient se retrouver dans un « pool » commun affecté à l'ensemble et géré par le service public lui-même, afin, principalement, que la publicité cesse d'avoir une influence sur le contenu des programmes.

Le PS était alors amené à imaginer deux types de structures : celles qui seraient organisées par la loi (structures héritées de l'actuel service public national, c'est-à-dire les structures issues de la partage de l'ORTF en 74), et celles qui seraient autorisées par la loi (parmi elles ce qui pourrait faire suite aux actuelles radios-libres). Le pouvoir d'autorisation serait confié à un Conseil national de la Radio Télévision (CNRT) conçu comme un organisme régulateur de l'ensemble audiovisuel, ne disposant d'aucune charge de gestion directe en matière de production, de programmation et de diffusion afin d'éviter une concentration du pouvoir comparable à celle de l'ex-ORTF.

La direction du CNRT serait confiée à un organisme collégial composé de quatre représentants du Parlement, non parlementaires, élus à la proportionnelle, quatre représentants des régions (avec rotation) élus hors de leur sein par des conseils régionaux, quatre représentants élus du personnel du service public, quatre représentants du public issus d'associations d'usagers, de consommateurs, d'universités, de commissions culturelles, etc.

Georges Fillioud, le nouveau ministre de tutelle de la radio-télé — ministre de la Communication, donc, et non plus seulement de l'information — a tenu à préciser que les positions du PS ne seraient pas les seules bases du projet de loi gouvernemental qui viendrait en discussion au Parlement en octobre. Une commission de réflexion et d'orientation, composée d'un petit nombre de « personnalités indépendantes et de compétence reconnue » sera chargée de préparer la loi.

Les consultations seront très larges. Elles ont commencé depuis plusieurs semaines. Actuellement, dans les chaînes de radio et de télé chacun y va de sa petite cogitation sur les structures, les programmes ou les « unités

de production » censées garantir au mieux le pluralisme, la liberté d'expression, d'information et de création. Il ne se passe pas de jour sans que se crée ici et là une nouvelle commission demandant (dans des communiqués de presse largement reproduits) à être consultée par le ministre.

Dans leurs réunions internes et dans leurs tracts, les syndicats interprofessionnels font remarquer que la radio et la télé, ce n'est pas seulement, comme toutes ces interventions pourraient le laisser croire, l'information et la « création », et pas seulement ce qui se fait à Paris ! Et ils ne manquent pas de souligner que certains journalistes et, surtout, réalisateurs aux dents un peu longues et un peu voyantes constituent déjà un nouveau danger pour les travailleurs dans les futures structures « de gôche ». Mais curieusement, ces syndicats sont, à l'extérieur, presque silencieux. Comme gênés ! Ils ont certes été reçus par le ministre, mais ils ne semblent guère préoccupés de faire connaître publiquement leurs positions.

La CGT semble vouloir avant tout une restauration et une consolidation du service public dans une structure très unifiée et un statut commun à tous ses personnels. La CFDT, qui retrouve beaucoup de sa réflexion des dernières années dans les projets du PS voudrait surtout compléter les structures, qu'elles soient, par une convention collective nationale couvrant tous les travailleurs de la branche d'activité radio et télévision, qu'ils soient employés par le secteur public ou les sociétés privées.

Quant aux autres acteurs concernés — tout le reste de la population, qu'elle soit de la « métropole » ou de ces lointains territoires qu'on n'appelle plus « colonies » parce que ça fait vilain, mais « DOM-TOM », il ne semble pas qu'on ait prévu pour eux un moyen d'entrer dans le débat. Faut-il s'en étonner ?

Ce moyen ne pourrait-il pas être, précisément, cette fameuse radiotélévision (moyen de communication et d'échange à ce qu'on dit) appartenant, d'après la loi, à la population ?

La réforme socialiste, indépendamment de tous les accommodements et compromis du moment, ne pourra pas mettre fin à la tutelle gouvernementale effective sur la radio-télévision. Ecarté du pouvoir décisionnel immédiat, l'Etat n'en restera pas moins le garant, le médiateur auquel sera dévolu le rôle actif de protéger l'information « socialisée » des « puissances d'argent » ou de tout autre pouvoir concurrentiel par une politique d'aide sélective et dirigée. Encore une fois et sous couvert d'élargissement des décisions à la base ou de « participation accrue », c'est la vieille idée de l'impartialité de l'Etat qu'on voudrait nous faire avaler.

Mais ce qui nous paraît être encore plus ambigu dans le projet socialiste, c'est l'absence à peu près totale de toute réflexion sur la notion d'information. Et la question qui se pose est de savoir si la gestion démocratique des supports techniques de l'information ne représente pas une des modalités par lesquelles on cherche à pousser l'auto-exploitation des individus, tout en répondant aux impératifs techniques que le redéploiement capitaliste nécessite, mais cela mérite un développement à part.

J. L.

(groupe Varlin)

La guerre des écoles n'aura pas lieu !

DÉPUIS la Commune de Paris, la lutte pour l'enseignement a toujours bercé les oppositions au sein des courants républicains. La laïcité contre la calotte a trouvé son apogée dans la grande manifestation organisée par le CNAL (1) en 1960. Contre la politique de de Gaulle, la gauche socialiste a monté en épingle la lutte pour l'école laïque. La droite se rangeant derrière Guerneur, puis Debré, a approuvé leurs projets de loi, faisant une obligation à l'Etat puis aux communes, de financer les écoles privées et confessionnelles. L'image d'Epinal opposant l'instituteur socialiste à monsieur le curé revient au goût du jour.

Le Parti socialiste a, dans son projet gouvernemental, fait des avancées aux enseignants. L'école laïque doit être valorisée, l'école privée ne plus être prise en charge par l'Etat. Un président socialiste, une majorité à la chambre devraient ouvrir de nouvelles portes. Oui, mais... la droite s'est appuyée au cours de ses diverses campagnes électorales sur l'alibi : nationalisation du privé égale bolchévisme. Mauroy a donc dû, pour ne pas effaroucher une couche importante de l'électorat, l'assurer du statu quo actuel.

Les socialistes ne peuvent pas reculer sans faire voler en éclats un des principes moraux qui a cimenté le courant radical-socialiste durant des décennies. Pris entre la volonté militante du parti et les nécessités du pouvoir, il est certain que les projets de loi qui seront proposés à la chambre maintiendront l'équilibre (2).

L'école laïque est un acquis de la frange libérale bourgeoise du début du siècle, reprenant à son compte les revendications ouvrières du droit à la formation pour tous, et a fait un panache avec la morale capitaliste qui enferme dans un enseignement à bon compte les futurs travailleurs manuels de la nation. L'école — pilier de l'Etat — est une institution de classes qui perpétue les inégalités sociales. Ceci dit, nous sommes obligés de reconnaître que dans le cadre actuel de la société bourgeoise, la communale, le collège unique, le droit à la formation (même dévoyée) jusqu'à 16 ans est un acquis important pour la population. Cette formation, qui a pour premier objectif de faire des têtes bien pleines de principes de soumission, nous est plus favorable qu'une école aux mains des Eglises ou des diverses associations bourgeoises.

C'est donc sur une base réformiste du moindre mal que s'engage le débat de l'école élémentaire contre le privé. Le choix est clair : maintien du statut d'aide croissante de l'Etat et de la

vaste service public d'éducation — au cadre bien défini — nous devons poser le problème en terme d'enveloppe budgétaire : à fonds privés, enseignement privé, à fonds publics, enseigne-

taire...) et de leur offrir le statut des écoles expérimentales. L'intégration des expériences pédagogiques intéressantes, la dévalorisation de l'enseignement privé sont les principes qui devraient conduire le gouvernement et la chambre à un prochain remodelage de l'enseignement en France. Si le statu quo est maintenu, le gouvernement Mauroy aura été clair : il s'engage à poursuivre la politique des possédants, d'offrir à la masse scolaire un enseignement à bon compte les menant directement à l'ANPE ou aux fonctions subalternes, l'élite, quant à elle, se formerait dans les établissements privés ou les écoles ou lycées à statut privilégié.

Un proche avenir verra peut-être une nouvelle manifestation de défense de l'enseignement laïc, mais cette fois-ci sans les socialistes et contre un gouvernement de gauche.

Thyde ROSELL

(1) CNAL : Comité national d'Action laïque, regroupant les organisations syndicales des enseignants, les organisations d'œuvre périscolaire et des partis politiques (notamment le PS).

(2) Mitterrand s'est engagé dans ce sens puisqu'il maintient le cadre des lois anti-laïques jusqu'en 82.



commune à l'enseignement privé ou l'abrogation des décrets Guerneur et Debré. Doit-on nationaliser l'école privée ou appliquer le principe du libre-arbitre ? Dans la perspective de la création d'un

ment laïque. En attendant, l'Etat se doit d'intégrer à l'Education nationale toute entreprise qui présente un caractère pédagogique laïc expérimental (les écoles « autogérées », les tentatives d'éducation liber-

LE RÔLE DE L'ÉCOLE

DE 2 à 16 ou 18 ans, l'enfant est pris en charge totalement par le système éducatif. Ce moule spécifique déterminera son devenir social. L'école a pour fonction première, non pas d'offrir des moyens d'approche culturelle aux individus, mais bien de leur faire assimiler des valeurs morales de comportement. Un statut unique et identique pour tous dépersonnalise en tout premier lieu l'enfant et le façonne de telle façon qu'il puisse assimi-

ler le bon grain de l'ivraie. La réforme Haby, par le biais des voies de garage, envoie directement sur le marché du travail une main-d'œuvre peu formée et malléable à souhait. L'échelle des valeurs au sein des universités crée des degrés de formation différenciés.

Au sein même de cette structure, des établissements sont classés en fonction de l'étiquette sociale des enseignés : les classes-poubelles, réservées aux enfants de la classe ouvrière (immigrés, cas sociaux, etc.), les

enseignements pour tous revient à ignorer les oppositions d'intérêts de classes. Ces mots-clés proposés par la droite ou la gauche sont à accoler avec « intérêt général, égalité des citoyens devant la loi, etc. » Il n'y a aucune solution à apporter à l'école dans le monde capitaliste. On ne pense pas une jambe gangrénée : on la coupe. Il faut jeter l'école dans les poubelles de l'histoire bourgeoise.

Aucune réforme, quelle que soit la volonté des gens qui la mettent en place, ne détruira les traits fondamentaux qui caractérisent l'école actuelle. Nous ne pouvons opposer aux tentatives des possédants voulant accroître le fossé de différenciations de classes parmi les enfants de la classe ouvrière ou des classes moyennes que des barrières qui maintiendront le statu quo que représente l'école laïque et gratuite.

Défendre l'école d'Etat revient à choisir le moindre mal. Le fait de forcer la main à l'Etat pour mettre en place une réforme globale de l'enseignement aura le mérite de poser le problème sur la place publique et de clarifier la situation. Aucun gouvernement ne permettra que des expériences pédagogiques, sur une vaste échelle, intégrant les enfants dans des structures autoritaires directement opposées au milieu ambiant, ne se fassent jour au sein du système éducatif. Il ne faut plus que l'école soit prise en charge par les seuls spécialistes, mais que toute réforme soit élaborée par l'ensemble de la population : dans les quartiers en collaboration avec les organisations des travailleurs, les associations culturelles, etc. L'école est à l'origine une des composantes de la vie commu-

Non à la hiérarchie !

PROFITER aujourd'hui des circonstances politiques doit nous amener à remettre à bas l'essence même de l'école : la hiérarchie, la soumission de l'enseignant à l'administration. L'abrogation des décrets — pour certains, cela est déjà fait — faisant obligation dans le primaire aux directeurs d'ouvrir l'établissement en cas de grève, des remplacements obligatoires dans le secondaire et surtout de la réforme Haby, amèneraient l'ensemble des usagers, élèves, parents et enseignants, à mettre en place un projet pédagogique global qui gommerait certaines différenciations de classes actuelles des diverses filières.

La lutte contre la hiérarchie représente un premier pas contre l'arbitraire. Refuser d'abandonner les initiatives, les problèmes de vie quotidienne aux chefs d'établissements, de les prendre en charge collectivement à travers l'équipe pédagogique, feraient sauter le verrou qui enferme l'école dans un monde particulier, totalement coupé des réalités sociales. Les enseignants, seuls dans leur classe, refusent toute intrusion dans leur monde de cocon. Les comités d'école, jusqu'ici instances dévoyées, représentent une possibilité de voir l'école ouverte sur la vie. Ce n'est plus sur le statut de droit de regard de parents ou de chef sur l'enseignement, mais bien sur une prise en charge de la vie quotidienne dans un esprit coopératif qui devrait s'engager une nouvelle réforme de l'école. Refuser l'inspection, l'avancement sur notes, le statut de direction d'école pour les opposer à une égalité des fonctions, un mode de fonctionnement collectif, craqueleraient l'armature de l'école. Les enseignants sont-ils prêts à avancer dans ce sens, à s'engager sur des revendications essentiellement anti-hiérarchiques ? Voir. Le pouvoir sur l'enfant que représente un enseignement individuel est profondément ancré, la peur du partage, de l'opposition ont toujours bercé ce milieu tranquille.

Avancer un projet pédagogique non plus sur la base d'école — moyen d'oppression — mais sur un projet d'une institution ouverte à la vie sociale, aurait le mérite de poser le problème et de mettre le milieu enseignant devant un choix important.

F.L.



En Alsace : Nos instituteurs soldats font la classe en français aux petits Alsaciens

ler sans critique possible le contenu de l'enseignement.

Les demandes croissantes du monde capitaliste de connaissance générale de surface et de spécialisation correspondant à une parcellisation des tâches, imposent à l'école de créer des filières aux murs infranchissables. Les diverses réformes mises en place ont eu pour objectif de faire un enseignement à étage. L'école maternelle et primaire

bons collègues qui évitent d'offenser l'entrée dans certaines filières (les classes surchargées, le manque d'heures opposées aux collègues des quartiers chics, à la valorisation de certains enseignements tels le latin, le grec, l'allemand).

Croire qu'il est possible, dans le cadre de la société capitaliste, de détruire cette fonction de l'école est un leurre. Avancer l'égalité des chances, le droit à l'en-

nale et doit aujourd'hui se tourner vers les usagers et la population. Si ce ne sont pas ces bases qui détermineront les projets des enseignants, parents et administration pour mener une réflexion sur le statut de l'école, la gauche qui a maintenant les « mains libres » pour appliquer ses principes et ses idéaux, entérinera une politique menée jusqu'ici par les gouvernements de droite. Et l'on est en droit de penser qu'elle suit le parcours de Jules Ferry sans se réapproprier les projets éducatifs élaborés par la Commune de Paris, les syndicalistes ou même des socialistes comme Léo Lagrange. A nous de lui imposer notre propre choix.

Florence Lechable



aug
28
cell
nen
dan
jet,
le p
pris

31 00
d'allen
serve
reux,
délinq
premi
ces d
chôm
tion m
donc
leur a
lution
tante
Voil
veau
pultic
les cot
rables
mesur
d'insen
part,
que t
cesse
ce.

Un c
peu li
à mém
cher la
tant q
qu'il e
42 000
que les
tiaires
pour e
core, e
Fort
6 000
quants,
du mini
pour a
soient
42 000
bien de

ACTUALITÉ SOCIALE

PRISON

ET

SOCIALISME

DE 1974 à 1981, sous le septennat de Giscard, la population pénale a augmenté de 50%, passant de 28 000 à 42 000 détenus. Pour celles et ceux qui s'en souviennent, j'écrivais déjà dès 1976, dans un livre traitant de ce sujet, que si rien n'était fait sur le plan social, le nombre des prisonniers, qui atteignait alors

cienne police du nouveau pouvoir pour réintégrer en cellule un nombre équivalent de prisonniers qui, pour n'être pas toujours les mêmes, seront au moins les frères des précédents ? Quelques semaines, quelques mois ? Assurément pas plus d'un an.

On peut bien entendu utiliser un tel argument pour justifier l'absence d'amnistie et de grâ-

par rapport à d'autres. Hormis sous certaines réserves philosophiques (genre branlage de mouche avec un gant de boxe), je ne vois guère de différence en effet entre celui qui pose une bombe parce qu'il se trouve en butte à un pouvoir qui refuse de l'écouter, et celui qui va voler parce qu'il est dans un dénuement tel que c'est la seule solution qui s'impose à lui, ou encore celui, ou celle, qui tue son conjoint parce que depuis deux mille ans, on lui serine qu'il en est propriétaire. A des nuances près, il s'agit bien là, à n'en point douter des résultats d'une situation politique précise.

Mais passons et acceptons, pour le plaisir de la démonstration, de faire une distinction entre les détenus dits politiques et les détenus dits de droit commun.

En ce qui concerne les premiers, envisager de limiter l'amnistie me paraît tout bonnement ridicule dans la mesure où ils avaient en effet été reconnus comme des adversaires politiques par le pouvoir même qu'ils combattaient. User de l'argument selon lequel il y en avait beaucoup est tout aussi mal venu. On peut même aller plus loin *a contrario* en assurant que si l'ancien régime comptait de nombreux ennemis, c'est qu'il les méritait. Ainsi donc, l'amnistie dans ce cas ne devrait poser aucun problème à tout individu conséquent : elle ne sau-

occasionnel (ainsi que tout déte- nu l'a été au moins une fois dans sa vie) a largement le temps de prendre des habitudes. Reste que rendre la base de six mois ou plus comme critère de remise en liberté me paraît proprement inconséquent. On peut fort bien en effet écoper trois ou six mois pour avoir volé une personne âgée, pénétré dans une chambre de bonne, avoir sorti des devises ou même agressé un colleur d'affiches socialiste. Ainsi, on a le droit d'être libéré. En revanche, que quelqu'un ait eu l'idée de dérober les diamants de Valéry Giscard d'Estaing (une idée comme ça) ou bien quelques millions dans le coffre d'un Monsieur qui en possède plusieurs, et il se verra nécessairement condamné à plusieurs années de prison.

A ce titre, le choix d'un quantum pour fixer l'amnistie ne peut qu'apparaître injuste à une grande partie de la population pénale.

Un gouvernement conséquent aurait, me semble-t-il, tout intérêt à moduler les mesures de grâce qu'il sera conduit à prendre, en fonction précisément de critères qui n'ont rien à voir avec la durée de la peine.

Songer que certains délits, qui ont déjà bénéficié d'une clé- mence certaine de la part de l'ancien régime, vont en plus se trouver amnistiés par le nouveau



31 000, ne pourrait pas manquer d'aller croissant. Il suffisait d'observer les faits. Les plus miséreux, qui constituent le gros des délinquants, sont toujours les premiers à subir les conséquences d'une crise économique. Le chômage aggravant leur situation matérielle en priorité, il était donc normal que la délinquance leur apparaisse comme une solution de recours encore plus tentante qu'à l'ordinaire.

Voilà de quoi hérite le nouveau gouvernement. D'une population pénale pléthorique dont les conditions de vie sont déplorable et pour laquelle aucune mesure n'est pensée en termes d'insertion sociale; et, d'autre part, d'une situation économique tendant à accentuer sans cesse la courbe de la délinquance.

Les solutions

Un gouvernement un tant soit peu libéral se trouve toujours à même d'intervenir pour relâcher la pression carcérale. D'autant qu'il a beau jeu de dire qu'il est anormal de garder 42 000 détenus en prison, alors que les établissements pénitentiaires sont tout au plus prévus pour en recevoir 35 000 et encore, en tassant.

Fort bien. On libère donc 6 000 ou 7 000 petits délinquants, estimation en provenance du ministère même. Mais doit-on pour autant pavoiser ? Que soient dès demain relâchés les 42 000 détenus de France, combien de temps faudra-t-il à l'an-

ces. A quoi bon, puisqu'ils vont y retourner ?

En ce qui me concerne, je m'en sers afin de démontrer qu'en envisageant de décompresser les prisons, le gouvernement socialiste ne répond en fait qu'à une préoccupation, celle du surpeuplement des prisons, et encore, provisoirement. Il ne résoud pas pour autant la grave problème de la délinquance et de la récidive, dont les causes sont économiques et politiques. Libérer ne suffit pas. Encore faut-il instaurer une justice sociale propre à faire passer le recours à l'acte délictueux dans l'oubliette des procédés de survie périmés, au même titre que la chasse à la fronde.

La délinquance, dans sa majeure partie, n'est que le résultat résiduel du système économique qui régit nos existences. On peut feindre de l'oublier et de l'ignorer. Ce n'est pas une loi d'amnistie, aussi large soit-elle, ce qui ne sera de toute façon pas le cas, qui pourra le moins du monde atténuer cette réalité dialectique.

Parlons-en

L'amnistie. Parlons-en, justement. Il est question de la limiter à six mois pour les détenus dits de droit commun et à un quantum non encore fixé pour les détenus dits politiques. La distinction entre les deux étant, comme on le sait, une pure vue de l'esprit, dont le seul but, avoué ou non, consiste à valoriser certains actes illégaux

rait être que pleine et entière ou ne pas être.

Plus délicat est le problème des détenus de droit commun. Je ne distinguerai pas à ce sujet le délinquant accidentel et le délinquant d'habitude. Comme je me plais à le dire, un délinquant

a de quoi hérissier le poil des plus blasés.

Et, à moins qu'on ait l'intelligence d'y réfléchir en haut lieu de façon à se montrer le plus équitable possible, il risque fort d'y avoir de la rogne et de la grogne derrière les barreaux.

Serge LIVROZET

en bref...en bref...

La coordination libertaire de Lyon a voulu intervenir au cours d'un concert donné à Villeurbanne (PS) par M. Théorakis, sur les conditions de détention des prisonniers grecs. La voie officielle leur ayant été refusée et leur tract qualifié de « connerie » par le S.O de M. Henu, ils ont tenté d'intervenir avec les moyens qu'il leur restait... Sans succès, on s'en doute ! Ah, Henu et la solidarité internationale...

Un camping antimilitariste est organisé par la Commission antimilitariste de l'Ouest. Cela se passe près d'Auray, à Brech-Manguers, du 27 juillet au 2 août. On y parlera de l'avenir d'Objection, entre autres... Idées et projets sont à envoyer à : Régionale de l'Ouest, BP 561, 35007 Rennes Cedex.

Alain Guichard a comparu le 8 juillet à 14 heures au Tribunal de police de Clermont-Ferrand pour insoumission

Dans le M.L. n° 406 du 18 juin 81, nous notions les différends existant entre Deferre et Bombard à propos du canal Rhin-Rhône. Et nous posons la question : Que va dire Bombard ? A notre connaissance, il n'a rien dit. Il ne fait tout simplement plus partie du gouvernement Mauroy n° 2. Sic transit gloria mundi...

Devant la répression ferme et lourde de la cour d'appel de Chambéry à l'encontre des objecteurs (six mois ferme), huit camarades se sont enchaînés le mercredi 24 juin à la façade du Palais de Justice, en demandant l'arrêt des poursuites pour tous les objecteurs et insoumis. Pendant les deux heures d'enchaînement, d'autres camarades ont informé la population par distribution de tracts et circulation en ville, sur l'exceptionnelle répression exercée contre le droit à la différence et nos revendications. Ils réclamaient entre autres la libération des insoumis, déserteurs, soldats et objecteurs emprisonnés et la suppression de la justice militaire.

A Toulouse, le 2 juillet, 23 renvoyés de livrets militaires, déserteurs et insoumis à l'ONF sont passés en procès. Dans une ambiance bon-enfant devant près de 200 « supporters », les inculpés ont pu lire leur déclaration sur le refus de la militarisation. Même le député P.S. de la Haute-Garonne a fait lire une déclaration s'élevant contre les poursuites. Finalement, le jugement a été renvoyé au 14 septembre. Visiblement, les juges ne veulent pas se mouiller avant la loi d'amnistie et une éventuelle modification des textes de loi sur l'objection de conscience. D'ici là, Henu aura repris ses troupes en main. Affaire à suivre...

« L'anarchie »
de Errico Malatesta
réédité
par le groupe Malatesta
En vente à Publico
Prix : 8 F

ATTENTION
PROCHAIN
MONDE LIBERTAIRE
JEUDI 17 SEPTEMBRE

La F.A.

à travers ses congrès

- 1953 Noël : Paris. Reconstitution de la F.A.
 1954 Pentecôte : Paris.
 1956 Pentecôte : Vichy.
 1957 Pentecôte : Nantes.
 1958 Pentecôte : Paris. Face au coup d'Etat gaulliste.
 1959 Pentecôte : Bordeaux.
 1960 Pentecôte : Angers. Adhésion des G.A.A.R. (1).
 1961 Pentecôte : Montluçon. Les G.A.A.R. deviennent U.G.A.C. (2).
 1962 Pentecôte : Mâcon.
 1963 Pentecôte : Nantes.
 1964 Pentecôte : Paris. Crise avec l'U.G.A.C.
 1965 Pentecôte : Toulouse.
 1966 Pentecôte : Paris.
 1967 Pentecôte : Bordeaux. Crise avec les prosituationnistes. Création de l'O.R.A.
 1968 Toussaint : Marseille. Congrès international de Carrare.
 1969 Pentecôte : Lorient. Départ de l'O.R.A. (3).
 1970 Pentecôte : Limoges.
 1971 Pentecôte : Asnières.
 1972 Pentecôte : Le Havre. Condamnation radicale du marxisme.
 1973 Pentecôte : Nantes.
 1974 Pentecôte : Paris.
 1975 Pentecôte : Vendôme. Adhésion à l'Internationale des fédérations anarchistes.
 1976 Pentecôte : Besançon. Décision de la parution hebdomadaire du journal.
 1977 Pentecôte : Toulon. Lancement du ML-Hebdo.
 1977 Toussaint : Boussy-Saint-Antoine. Congrès extraordinaire idéologique.
 1978 Pentecôte : Ris-Orangis.
 1979 Pentecôte : Tours. Pacte associatif : principes de base.
 1979 Toussaint : Antony. Congrès extraordinaire sur l'organisation.
 1980 Ascension : Angers.
 1981 Pentecôte : Neuilly-sur-Marne. Face à l'arrivée de la gauche au pouvoir.

(1) G.A.A.R. : Groupes anarchistes d'action révolutionnaire (derniers exclus de l'ancienne F.A. - devenue F.C.L. - par Fontenis. Fondateurs de Noir et Rouge. La revue continue d'être publiée par ceux qui n'adhèrent pas à la F.A.).
 (2) U.G.A.C. : Union des groupes anarchistes communistes.
 (3) O.R.A. : Organisation révolutionnaire anarchiste.

La Fédération anarchiste n'est pas une organisation comme les autres ! Son but n'est pas la prise et l'exercice du pouvoir par un appareil. L'attention critique que nous avons apportée ces dernières semaines aux élections qui viennent de se dérouler dans le pays et le regard sans indulgence que nous avons posé sur ses participants pourraient laisser croire que nous ne sommes rien d'autre qu'une force de critique et de contestation. Ce serait une erreur ! Mais même dans son projet d'instauration d'une société socialiste libertaire, la Fédération anarchiste se différencie d'une façon radicale des propositions de tous les groupements qui se réclament, sous une forme ou sous une autre, du socialisme.

Les partis qui se réclament, comme nous, du socialisme, le proposent soit à partir de modifications de la société et de changements mineurs sans toucher à son cadre institutionnel, c'est-à-dire en conservant son caractère de classe, et c'est le cas du Parti socialiste au pouvoir, soit en modifiant l'économie dans ses structures sans toucher à son caractère basé sur les hiérarchies et le pouvoir centralisé, et c'est le cas du projet communiste ! En un mot, socialistes et communistes, comme leurs épigones, se proposent d'« arranger » la société actuelle sans toucher en profondeur aux concepts moraux et structurels qui compartimentent les hommes et maintiennent des différences plus ou moins atténuées suivant la conjoncture. En fait, ils manipulent

la société traditionnelle, changent les bénéficiaires des avantages de classes; dans le meilleur des cas, ils atténuent ceux-ci si la situation économique le permet, à partir des intérêts des groupes de pression qu'ils représentent. Dans cette société capitaliste, ils laissent en place le gros œuvre ! Leur projet est réformiste dans son essence, même s'il est camouflé sous une phraséologie révolutionnaire. Il s'inscrit dans la continuité d'une société qui, depuis Platon et son livre *La République*, remaniée par les Eglises du Moyen-Age, les démocrates de 1789, les bolchéviks de 1917, était construite à partir d'une trilogie : les sages exerçant le pouvoir, les soldats aux créneaux, et les bonnes pommes comme vous



1980 : le congrès d'Angers

et moi travaillant pour nourrir tout ce joli monde.

Le projet anarchiste d'installation du socialisme libertaire n'a rien de commun avec ce rafis-

tolage promis à s'écrouler devant le premier choc économique. Il ne s'agit pas d'aménager une société de classes, mais de la détruire, pour la remplacer par une civilisation différente, c'est-à-dire par une économie, des structures, des règles de comportement des hommes, une éthique différente. C'est cette transformation globale qui marque la naissance d'une civilisation nouvelle et maintient son équilibre logique. La modification d'un seul de ces éléments, non seulement n'est pas le signe d'une révolution dans le sens littéral du mot, mais déséquilibre la société en place sans aucun profit pour personne, et par conséquent conduit les hommes à revenir en arrière.

La Fédération anarchiste a été construite pour propager le projet anarchiste, pour le présenter aux populations comme une alternative à la société en place. Certes, ses propagandistes soulignent tous les défauts de cette société, mais leur but n'est pas de l'améliorer, mais de démontrer son incapacité à se transformer, son impossibilité à prendre en charge les aspirations de la population. Et la raison d'exister de la Fédération anarchiste est justement de co-

ordonner les efforts de tous pour abattre le système de classes et le remplacer par le fédéralisme libertaire; car nous sommes persuadés que sans une organisation sérieuse, tous les

efforts sont voués à l'impuissance. C'est l'expérience qui nous a appris que les travaux en ordre dispersé aboutissent

La Fédération anarchiste reçoit tous ceux qui ont compris la nécessité de s'organiser, les autres bien sûr n'ayant rien



à l'échec. Nous avons connu, il n'y a pas si longtemps, en 1968, des situations « révolutionnaires » qui s'allumaient comme feux de brousse, pour s'éteindre aussi brusquement, aucune organisation solide n'étant là pour comptabiliser les efforts.

On nous disait alors que les organisations étaient inutiles, nocives même, et en fin de compte, tous ces éléments turbulents qui tenaient ces propos ont bien fini par se recycler, non pas dans des organisations révolutionnaires, mais dans des partis de gauche à vocation politicienne, ou alors par retourner à ce splendide isolement qui est un allié précieux à la société en place.

Ce refus d'organisations politiques astreignantes, on le comprend, mais rejeter les défauts de l'organisation avec l'organisation elle-même, c'est rejeter le bébé avec le baignoire. Le problème qui se posait alors et qui se pose aujourd'hui et se posera éternellement, c'est justement de construire une organisation susceptible de coordonner les efforts de tous, d'être efficace sans avoir recours aux hiérarchies et à l'autorité. C'est ce que nous avons fait en créant la Fédération anarchiste.

à y faire, encore qu'il ne soit pas rare de voir des personnages qui refusent l'organisation nous faire la leçon sur la manière dont nous nous y prenons pour associer nos efforts, ce qui naturellement ne manque pas de sel !

La Fédération anarchiste est composée de groupes qui sont autonomes dans toutes les actions qui n'ont pas été concertées et approuvées à l'unanimité. C'est-à-dire que ces groupes s'organisent comme ils l'entendent, couvrent le territoire géographique, social ou philosophique qu'ils déterminent eux-mêmes. Ils se réunissent une fois par an en congrès, et ce sont ces congrès qui définissent ce que ces groupes vont mettre en commun : propagande, organisation, structures ! Tout le reste, c'est-à-dire tout ce qui n'a pas été délibéré et approuvé par tous, est du ressort exclusivement des groupes et des militants qui les composent. A partir de ces structures souples, les groupes et les militants couvrent toute la surface de la politique et du social. Ainsi, nous avons des militants dans toutes les organisations syndicales et d'autres qui, travaillant dans les entreprises, n'adhèrent à aucune. Ce qui les lie, ce qui

ANARCHISME

QU'EST-CE QUE LA

Le principe de l'organisation n'est pas seulement propagé parce qu'en nous organisant aujourd'hui nous pouvons mieux préparer la révolution, mais

ORGANISATION

FÉDÉRATION ANARCHISTE

coordonne leurs efforts, ce n'est pas leur appartenance à tel ou tel syndicat, mais les accords qu'ils ont pris entre eux au cours des congrès de la Fédération anarchiste où ils se sont rencontrés. Et il en va de même de toutes les autres activités économiques et sociales.

Comme toute construction humaine, les structures de la Fédération anarchiste ont leurs inconvénients et leurs avantages ! Elles n'ont pas été conçues à la légère et elle sont le fruit d'une longue réflexion et de multiples expériences. Leurs défauts, nous les connaissons bien. Ils résultent des difficultés à s'organiser en faisant appel à la raison plutôt qu'à la loi du nombre, c'est-à-dire au jeu des majorités et des minorités, comme c'est le cas dans les organisations démocratiques. Si ces difficultés ne sont pas niables, elle tiennent au climat moral de la société dans laquelle nous sommes nés et qui laisse toujours des traces. Il est naturel que des anarchistes s'organisent sans avoir recours à l'autorité, ce système fédératif que nous pratiquons possède d'immenses avantages. Le premier, c'est de ne pas couper l'organisation en deux, c'est-à-dire entre une majorité qui

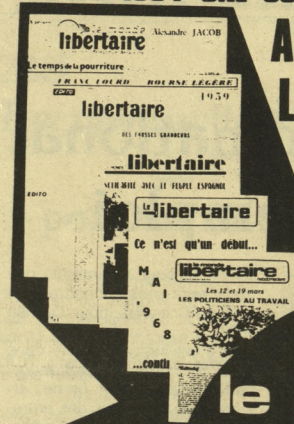
suscite des querelles sans fin. D'autre part, de telles structures qui laissent au militant ou au groupe la possibilité de choisir son terrain — celui où ses goûts et ses possibilités le conduisent naturellement — lui confèrent un rendement accru. Enfin, ces structures font de la Fédération anarchiste une organisation à l'image des multiples diversités qui composent le vie. Chacun peut y trouver une place où il se sentira à l'aise, je dis bien chacun et quel que soit le courant de pensée anarchiste dont il se réclame, à condition naturellement d'être anarchiste et partisan de l'organisation. Cela va sans dire, pensez-vous, mais cela ira mieux en le disant, car nous avons connu des gens qui se réclamaient du marxisme ou d'autres qui étaient contre l'organisation demander à pénétrer dans notre Fédération pour la transformer ou pour la détruire. Et soyez sûrs que lorsque nous nous opposons à leur projet, ces personnages ne manquent jamais de hurler à tous les vents que nous étions des sectaires ou des autoritaires, ce qui n'a jamais, je vous l'avoue, troublé ma digestion !

Cette Fédération que je viens de vous décrire, elle va devoir

puis pour des travaux pratiques ou théoriques de groupes. Et cette aide prend un caractère multiple. D'abord, la Fédération organise le siège de notre mouvement, centre nerveux de toutes nos activités. Elle assure la liaison entre les groupes et les régions, elle transmet toutes les informations utiles. Elle assure également la liaison entre les militants engagés dans la lutte sur le terrain des entreprises, elle établit des rapports avec les militants isolés, avec les organisations anarchistes du monde entier, et fait circuler les informations qui lui parviennent de partout. Pour ce travail important de liaison entre tous les anarchistes, elle possède deux organes. Le premier, c'est le Bulletin intérieur, réservé aux militants de l'organisation; le second, c'est son journal, *Le Monde libertaire* que nos lecteurs connaissent bien.

Les travaux de notre Fédération anarchiste se répartissent en deux directions qui souvent le public confond. La première consiste à diffuser l'information théorique destinée à faire connaître nos projets, l'articulation que les anarchistes conçoivent de la Fédération pour coordonner toutes les activités d'une société socialiste libertaire et qui épouse toutes les particularités de notre époque. La prise de conscience de ce projet théorique nécessite toute l'attention du lecteur, sa lecture est parfois difficile, mais il convient d'informer le public des efforts de réflexion que nécessite la transformation d'une société aussi complexe que la nôtre, si l'on ne veut pas tomber dans le blabla électoraliste ! La seconde direction, c'est la propagande. La propagande ne s'adresse pas à un homme qui est déjà anarchiste, mais au grand public qui ne l'est pas et qui a une vue déformée de ce que nous sommes. Il est évident que pour lui l'anarchie n'est encore qu'un point d'interrogation et nous sommes obligés de répandre cette propagande à partir de faits qu'il considère comme logiques. Il est donc nécessaire pour la Fédération et pour son journal de faire entre le tex-

DEPUIS 1954 UNE CONTRE-INFORMATION
AU SERVICE DE
LA REVOLUTION
SOCIALE



lisez
**le monde
libertaire**
organe de la fédération anarchiste
chaque jeudi
dans
les kiosques

**fédération
anarchiste**

3 rue ternaux paris 75011

te théorique et l'article de propagande, une différence dans l'écriture, dans la densité et dans le style qui caractérise bien ces deux expressions différentes, mais indispensables. Ce n'est pas toujours facile, encore que le livre ou la revue, qui sont des organismes d'étude et le journal qui est un organisme de diffusion, marquent bien la différence entre ces deux disciplines. Ce n'est pas toujours facile car le lecteur, suivant son humeur, s'attend à trouver dans nos publications soit de la réflexion, soit de la polémique. Nous arrivons avec plus ou moins de bonheur à trouver un juste équilibre entre ces deux matières. Mais, comme disait le bon la Fontaine, il est difficile de contenter à la fois le père et le fils !

La Fédération anarchiste est une organisation révolutionnaire

organisation sérieuse d'où sera abolie l'autorité, ce qui nous oblige paradoxalement à un sens de l'organisation plus approfondi que celui d'une société capitaliste qui se sert de l'autorité pour imposer ses lois. La Fédération d'ailleurs ne veut pas forcément plus d'organisation, elle se veut une organisation différente, ce qui suppose un apprentissage des hommes à l'exercice de la liberté.

C'est une bonne maison que la Fédération anarchiste, une maison où on s'y sent à l'aise pour peu qu'on ait conscience de la nécessité de l'organisation. La vie en commun oblige naturellement à quelques règles définies par nos congrès et acceptées par tous. Ce sont ces règles qui forment le terrain où les libertés poussent et s'épanouissent sans autre entrave que la volonté de chacun d'é-



impose sa loi et une minorité qui passe son temps à contre-carrer toutes les propositions de la majorité qui parfois la paralyse, d'où une perte de substance qui la rend inefficace et

épauler les militants et les groupes « à la demande » dans leur action quotidienne, sur tous les terrains où ceux-ci sont engagés : luttes dans les entreprises, dans les organisations de jeunesse,



par l'esprit, par ses propositions sociales, par les moyens de luttes qu'elle propose. Elle prétend construire une civilisation différente, ce qui l'oblige à être une

pauler l'effort de l'autre pour construire un monde où les différences de classes seront banies.

Maurice JOYEUX

aussi parce que le principe d'organisation en soi est un des postulats principaux de la doctrine anarchiste.

(Luigi Fabbri)

INFORMATIONS INTERNATIONALES

ESPAGNE

L'accord national sur l'emploi

La CNT considère comme démagogique et suicidaire l'accord national sur l'emploi. Le comité national de la CNT, avant la signature de l'accord national sur l'emploi, manifeste sa réprobation envers :

1) la façon d'établir l'accord en question représente une tentative de plus pour orienter les relations sociales vers le modèle du syndicalisme vertical;

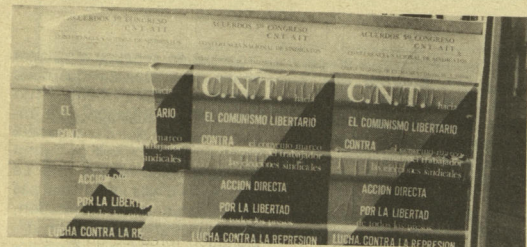
— l'intromission de l'administration, dans des affaires qui devraient faire l'objet d'accords libres entre les travailleurs et le patronat, est inacceptable;

— on impose à l'ensemble des travailleurs des accords par le haut, négociés par les bureau-

suicide pour les intérêts des travailleurs sans connaître quel sera l'IPC espéré pour l'année 1982.

4) Il est incroyable que dans un accord pour l'emploi auquel participe le patronat, on ne parle pas des bénéfices des entreprises. Toutes les charges économiques des participants retombant ainsi sur les salaires et sur les fonds des caisses publiques.

5) Nous dénonçons les contreparties de l'administration avec les syndicats signataires, ce qui, entre autres, suppose des subventions accordées à ces mêmes syndicats grâce au fond du patrimoine syndical. Cela suppose une action illégale et arbitraire de la part de l'administra-



craties syndicales conditionnant pour le futur les véritables négociations dans les branches de production et dans les entreprises;

— dans une société libre, seuls peuvent être appliqués les accords contractés par des parties représentatives, or dans le cas qui nous occupe, les syndicats signataires ne représentent en aucun cas l'ensemble des travailleurs comme l'a démontré la faible participation aux dernières élections syndicales.

2) Le fond de l'accord sur l'emploi suppose une réédition des pactes de la Moncloa et une actualisation de l'AMI ce qui suppose, comme ils l'ont démontré, aucun bénéfice pour les travailleurs sinon la déperdition constante du pouvoir d'achat des salaires.

3) L'objectif principal de l'accord signé maintenant est d'établir les plafonds des salaires pour 1982, ce qui suppose une action

quant à la répartition dudit patrimoine, alors qu'il existe à ce sujet une jurisprudence de la troisième chambre de la Cour suprême en date du 3 octobre 1980 qui affirme : *Les attributions du patrimoine syndical devront tenir compte des activités et des résultats à travers une procédure légale...* et alors que jusqu'à maintenant il n'existe pas de règles légales d'attribution du patrimoine syndical.

6) Enfin, la CNT considère que le chômage est le mal endémique de l'actuel système économique et insiste une fois de plus sur le fait que si l'on veut palier réellement à ce problème, il faudrait au moins établir la retraite volontaire à 60 ans et la réduction de la journée à 35 heures hebdomadaires, ce qui libérerait un minimum d'un million d'emplois.

Madrid, 9 juin 81
Pour le comité national de la CNT, son secrétaire : José Bondia.

Contre le pacte de la peur

La CNT a organisé une mobilisation dans toutes les villes et capitales régionales d'Espagne le 30 juin, contre le consensus et la trahison des bureaucraties syndicales des Commissions ouvrières et de l'Union générale des Travailleurs et pour la défense des travailleurs actifs ou au chômage. La CNT continuera, fidèle à sa vocation et à son histoire, à aider sans répit nos compagnons dans toutes leurs luttes.

Selon ce que l'on nous communique, le tribunal suprême a confirmé l'inique et injuste condamnation prononcée lors du jugement de la salle de la Scala. Le fascisme reste présent dans toutes les instances de la société espagnole. Nous élevons notre protestation contre cet état de fait.

Tiré du « Combat syndicaliste » du 25 juin 1981

IRAN

L'Iran sous la botte de la chienlit cléricale !

Après l'attentat du dimanche 28 juin qui, à Téhéran, mit au tapis pour le compte définitif en les renvoyant dare-dare au paradis d'Allah cinq à six douzaines de dignitaires du régime khomeïnyste, un des ces ayatollahs qui grouillent comme les asticots sur une charogne aurait déclaré l'Islam en danger. S'il pouvait crever !

Nous ne choisissons pas entre les religions, en particulier entre les trois religions monothéistes. Les « gens du Livre » n'attirent pas notre sympathie. Nous les considérons tous, et au même titre, comme des dangers pour l'humanité. Mais en Iran, c'est l'Islam qui sévit.

Capitalisme contre féodalisme

Il se trouve que l'Islam ayant été, seulement pendant un siècle environ, du côté des victimes de la colonisation, la lutte anti-colonialiste lui a donné un regain de vitalité. Il est remarquable que les militants des meilleures causes — et la lutte contre le colonialisme en était une — n'arrivent pas à se passer de l'appui des putasseries patriotiques et religieuses.

Aussi, comme par hasard, la putasserie colonialiste est remplacée par les autres, l'Etat colonial par un Etat autochtone.

Pourtant l'Iran était resté en marge des colonisés, lornés à la fois par les Russes et les Anglais qui se neutralisèrent plus ou moins en y implantant une sorte de néo-colonialisme avant la lettre.

Le dernier shah, très occidentalisé comme la plupart des « élites » du Tiers-Monde de l'ancienne école, avait mené une politique volontariste de modernisation, d'industrialisation, fondée sur le réinvestissement des bénéfices pétroliers... après prélèvement d'une « juste » dime pour lui et ses familles. Une politique de bourgeoisie capitaliste très classique qui prenait toutefois prétexte de l'ignorance de la population pour maintenir un régime de népotisme et de corruption par une tyrannie sanglante, abjecte.

Apparaissaient naturellement les forces d'opposition liées à la naissance de l'industrie : bourgeoisie libérale et mouvement ouvrier, demeurèrent cependant, masqués par les précédentes, mais toujours puissants, les féodaux abrités derrière l'obscurantisme religieux qui imprégnait — et malheureusement imprègne encore — les masses populaires.

Raisonnant en fonction de l'histoire de l'Europe et de l'Amérique industrialisées, nous avons trop tendance à oublier le poids des forces réactionnaires enracinées dans les attavismes séculaires. Certains de nos écologistes arrivent même à les redécouvrir et à nous les proposer comme des nouveautés « révolutionnaires ». S'y laissent prendre ceux qui oublient que tout « retour aux sources » est par définition une marche en arrière, vers un passé qu'on idéalise d'autant plus qu'on n'a pas subi ses sanies.

En Iran, les forces qu'on peut qualifier de « progressistes » — tout étant relatif — sont tombées dans le panneau par inconséquence, par masochisme ou pour défendre les intérêts à très court terme et très courte vue.

En effet, malgré les soutiens dont il bénéficiait internationalement, malgré la place qu'il occupait dans le dispositif stratégique des USA, Muhammad Riza Pahlavi par ses outrances san-

guinaires a fini par faire la quasi-unanimité contre lui et a dû mettre la clef sous la porte. Nous ne gémirons pas sur son sort. D'autres s'en sont tirés plus mal et il ne méritait pas mieux qu'eux.

La victoire des féodaux

Bourgeois libéral exilé, Bani Sadr — aujourd'hui en cavale on ne sait trop où pour sauver sa peau — fut de ceux qui jouèrent Khomeiny contre le shah. Une « république » islamique remplaça le régime impérial et il se fit une curieuse unanimité pour nous présenter cela comme une révolution.

Toujours emberlificotés dans les nœuds gordiens de leur dialectique, les marxistes de toutes tendances, lénino-staliniens orthodoxes en tête, se joignirent aux cléricaux de tous poils pour chanter les louanges de l'Iran « libéré ».

Cette vieille pute métaphysicienne de Jacques Madaule prétendait même sentir l'Esprit souffler du côté de Qom. Nul doute, comme dirait Brassens, qu'il en est un fameux.

Comme cela s'est déjà produit en d'autres lieux et en d'autres temps, les Iraniens ont troqué un pouvoir sanguinaire contre un autre pouvoir sanguinaire, ce serait pourtant une erreur de traiter ces deux pouvoirs de manière identique. Le régime du shah devait être détruit malgré ses aspects involontairement positifs... et à cause d'eux puisqu'ils étaient le fruit du capitalisme, le régime de Khomeiny doit d'autant

l'attentat du 28 juin. Même s'ils ont intérêt à la répandre, l'hypothèse ne paraît pas invraisemblable. Cela fait longtemps que l'Iran est un carrefour d'influences internationales; par lampistes interposés, le KGB et la CIA doivent s'y jouer quelques tours pendables.

Mais après tout, s'il arrivait que la CIA fasse flinguer Khomeiny, ou que le KGB fasse flinguer Pinochet, nous ne pleurerions pas sur les uns, nous ne trasserions pas de couronnes de lauriers aux autres, nous nous bernerions à constater une convergence ponctuelle d'intérêt. La vie n'est pas simple... et il est encore permis de rêver.

Savoir choisir ses alliés

Le respect des diversités qui est nôtre ne doit pas se transformer en culte de la « différence ». Il est des aspects de certaines cultures, y compris de la nôtre, que nous devons aider à disparaître et non à sauver. Sauf peut-être pour les musées... à condition de ne pas transformer la planète en musée vivant. Et tant qu'à faire de l'écologie, l'espèce humaine a certainement plus intérêt à préserver les baleines que la « culture » dont se réclame Khomeiny.

Ce qui se passe en Iran montre une fois de plus qu'on ne doit pas choisir ses alliés en fonction de critères sentimentaux ou moralisateurs, c'est-à-dire superficiels.

Chaque fois que les circonstances nous poussent à combattre aux côtés d'autres qui ne



La culture selon Khomeiny...

plus être détruit qu'il veut anéantir tout ce que le précédent avait d'involontairement positif et revenir à une société strictement féodale.

(Ceux qui ont des doutes sur l'élevation de pensée de Khomeiny — sur l'altitude des hauteurs où souffle l'Esprit selon Jacques Madaule — s'enrichiront en lisant le petit livre vert malicieusement édité par Jean-Edern Halier. Ils y trouveront notamment des conseils concernant la consommation d'animaux sodomisés ou l'utilisation des galets pour s'essuyer l'anus après défécation; quant aux urbanistes, gare à ceux s'ils font fi des prescriptions touchant à l'orientation de WC par rapport à La Mecque.)

Bien sûr, il s'agit d'une culture « différente » comme le signalent les « correspondants » parisiens du parti Toudeh — les lénino-staliniens orthodoxes d'Iran — qui, en outre, croient voir la main de la CIA dans

partagent pas nos options, il est nécessaire de bien analyser les objectifs de chacun, le rapport de force et ses évolutions probables.

Même si nos cléricaux chrétiens se sont taillés depuis quelques décennies des habits moins moyenâgeux que ceux des mollats islamiques de Khomeiny, ici comme en Iran l'anticapitalisme des cléricaux (qu'ils se prétendent « intégristes » ou « modernistes ») n'a rien de commun avec le nôtre. Leur objectif n'est pas la libération de l'humanité, mais son asservissement à une idéologie déiste s'appuyant sur des structures corporatistes où l'Etat a toute sa place.

Ceux qui n'y prennent pas garde sont en train de forger leurs propres chaînes en même temps que les nôtres. Qu'ils ne s'étonnent donc pas si nous jugeons devoir les combattre.

Marc PRÉVOTEL

INFORMATIONS INTERNATIONALES

MEXIQUE

LES PARTIS POLITIQUE — L'ARMÉE — L'ÉDUCATION — LE SYNDICAT

Le texte qui suit n'est pas à proprement parler un article. Il s'agit en fait des notes de voyage envoyées par deux compagnons du groupe Voline qui se trouvent en Amérique latine, ce qui explique la structure un peu particulière du texte.

par deux voyageurs
Christine et François

Les partis politiques

Le plus important est le PRI (Parti révolutionnaire institutionnel). Il est issu de la révolution de 1927 et conserve le pouvoir depuis cette date. Aux élections, les gens votent pour un parti, non pour un candidat, le parti désigne ensuite son élu. Le président en fonction nomme son successeur, car il n'est pas rééligible. Dans la pratique, c'est en fait une dictature de parti. Jusqu'en 1978, seuls trois partis étaient autorisés. Outre le PRI, il y avait le PAN (Parti d'Action nationale) qui est le plus à droite et le Parti authentique de la Révolution mexicaine (PARM) qui est un dérivé du PRI. Fin 1978, on autorise les partis politiques à se présenter à la chambre des députés où ils peuvent être représentés s'ils obtiennent au moins 2,5% des voix. Il y a ainsi huit partis représentés à la chambre dont le Parti communiste mexicain (PCM) qui a le plus de voix à gauche et le Parti socialiste des Travailleurs (PST) qui est le plus actif.

Il existe d'autres forces politiques comme le FRAP, qui utilise la violence et le terrorisme et le mouvement de guérilla (dans les Etats de Guerrero et Oaxaca) qui vend de la marijuana aux USA pour acheter des armes. Lucio Cabanas, ancien chef guerrillero a été tué vers 1977. Il n'existe pas de mouvement d'indépendance, ni régionaliste, ni d'indiens, car il existe un fort sentiment d'unité nationale face aux USA.

En ce qui concerne les prisonniers politiques, il n'y a en plus en théorie depuis 1979. Mais il existe des camps de détention. Il y a aussi nombre de disparitions, d'assassinats, meurtres perpétrés par un corps de police autrefois appelé « Falcones », les Faucons, dissous par Lopez Portillo, mais qui poursuit tout de même ses activités sous un autre nom.

L'armée

Le service militaire — Il s'effectue par tirage au sort. Ceux qui tirent les boules blanches en sont exemptés, ceux qui tirent les boules noires doivent le faire chaque samedi pendant un an. Ceux qui ont de l'argent peuvent payer environ 50 pesos (soit 10 francs) à celui qui sera chargé de faire l'appel, s'ils désirent en être dispensés. Durant ce service, les appelés reçoivent des informations concernant les maladies et le secourisme; ils pratiquent souvent une activité sportive, apprenant à marcher au pas pour les défilés et à manier le fusil. Les étudiants ne font pas le service militaire, mais doivent accomplir un « service social » durant leurs études (cf. Education).

L'armée — Il y a relativement peu d'engagés, et pas de femmes. Les soldats non gradés sont en général peu



pavés; ils sont le plus souvent issus de familles pauvres, ne savent ni lire ni écrire. En s'engageant, ils ont leurs trois repas, des vêtements propres et un lit. Les soldats gradés touchent une bonne paye et sortent le plus souvent des écoles militaires. L'armée, à Mexico, achète des terrains, construit des maisons et des magasins qu'elle loue, possède même une station d'essence, plusieurs banques et sa propre Sécurité sociale. Son rôle est la lutte anti-guérilla dans les Etats montagneux de Guerrero et Oaxaca. Ils ont tué le chef de la guérilla, Lucio Cabanas, très populaire au Mexique, il y a environ quatre ou cinq ans. Depuis, la guérilla, par son manque d'organisation, son manque d'appui de la part de la population et son isolement, a vu ses possibilités d'action fortement diminuées.

La lutte anti-drogue — De temps en temps, les soldats montent dans les bus ou les trains à la recherche de marijuana (ou d'armes). Il existe un trafic de drogue clandestin dans l'Etat du Quintana Roo dans la jungle; il y a des avions qui atterrissent remplis d'héroïne ou de cocaïne pour le ravitaillement en essence. Ces avions partent de Colombie, en direction des USA. Si des

avions particuliers atterrissent, ils sont confisqués.

L'éducation

L'école — Elle comprend trois cycles. A la fin de la classe de Normale (qui correspond à la Terminale en France), on peut passer un diplôme qui permet de trouver plus facilement du travail et qui permet d'accéder à l'université. Que ce soit dans les écoles privées ou publiques, chaque lundi les enfants doivent faire le salut civil au drapeau; certains jouent du tambour et de la trompette dans la cour sous la direction du professeur de musique, les autres sont rangés au garde-à-vous et chantent patrie-drapeau-liberté-famille-honneur. Avant chaque fête nationale (il y en a quatre), ils s'élevaient à marcher au pas pour défilé dans la rue. Le port de l'uniforme est obligatoire.

L'université — Les universités publiques veulent rattraper le retard que les élèves ont pris à l'école. Certains ont des équivalences dans les universités d'autres pays. Il existe un « Service social ». Tous les jeunes universitaires doivent faire, pendant six mois (suivant leur spécialité) ce qu'ils appellent un « Service social » : par exemple construire une petite clinique, apprendre à arracher la terre, construire des maisons en dur, participer aux campagnes d'alphabetisation, etc. Les étudiants ont le choix entre en faire un peu chaque week-end ou regrouper 15 jours pendant leurs vacances. Le Service social est un service civil, il remplace le service militaire.

Le syndicat

Il est de type américain, très puissant. Le chef du syndicat est le deuxième homme fort du pays, après le président de la République. Le syndicat contrôle la main-d'œuvre, les salaires, la Sécurité sociale; il doit garantir l'application des lois sociales. En fait, il contribue à l'exploitation des travailleurs. Par exemple, chaque ouvrier doit obligatoirement mettre une partie de son salaire à la banque. Il y a aussi une caisse de « secours »; dans une entreprise, chaque ouvrier doit donner dans la caisse commune de secours une petite somme, et ceci chaque mois. Si un ouvrier a besoin, la somme lui est remise. C'est en quelque sorte une épargne obligatoire qui se fait dans toutes les usines. Fréquemment, le responsable de la caisse s'en va avec les fonds. Quelle que soit la manière dont il les détourne, l'ouvrier ne peut se défendre, analphabète, il ignore ses droits; s'il se plaint, le syndicat le renvoie.

URSS

Reconstruction industrielle de l'URSS pour les années 81-85

Le 11^e quinquennat définit les grandes options économiques de l'URSS pour la période comprise entre 1981 et 1985 et ensuite jusqu'aux années 1990.

On y relève la nécessité impérieuse de se doter d'une capacité de production industrielle pouvant satisfaire (enfin) les besoins de son économie, et ce à moindres frais. Un des objectifs prioritaires est « d'employer les investissements pour la reconstruction et le rééquipement technique des entreprises nouvelles lorsque les besoins de l'économie nationale ne peuvent être assurés par l'amélioration de l'utilisation des capacités existantes. »

Cette manière particulière d'utiliser les investissements vient en complément de la refonte technique dans l'industrie légère amorcée dans le plan précédent. La reconstruction prévue vise à augmenter le rendement de 1,5 à 2 fois son niveau actuel. Cette vision particulièrement optimiste s'appuie sur la reconstruction de toute l'industrie mécanique et non plus seulement sur l'industrie légère (beaucoup d'usines de la partie occidentale de l'URSS datent de la Seconde Guerre mondiale).

La reconstruction envisagée doit provoquer l'amélioration des capacités de production et permettre l'installation de chaînes automatiques et semi-automatiques. En fait, ces mesures ne peuvent être qu'un palliatif visant à freiner le ralentissement du développement économique.

Bien sûr, cette reconstruction est facilitée par des mesures étatiques, et si les investissements dans ce domaine étaient en hausse de 11% durant le dernier plan quinquennal, on attend maintenant 3,4 milliards de roubles d'économie. Des prêts sont accordés prioritairement et à un taux d'intérêt dérisoire. De même, des facilités d'approvisionnement en matières premières et en techniques devraient se mettre en place progressivement.

La question de l'impact social de ce programme a été envisagée. On lit dans un article de S. Vonsovski (président du Présidium du Centre de Recherches de l'Oural) : « Les vieilles usines avec techniques désuètes voisinent avec les entreprises industrielles géantes contemporaines; les vieilles cités et bourgades avec les massifs résidentiels modernes. Par conséquent, la reconstruction des vieilles usines doit impliquer l'aménagement des villes et bourgades où elles sont situées. » On le voit, l'ouvrier soviétique a toutes les chances de se voir « offrir » un logement dans de vieux appartements à proximité des usines repêchées et sans la moindre possibilité de le refuser. L'Etat, en parfait patron, ne s'embarrasse pas de certaines considérations.

Dans un article de V. Smirnov dans *La Pravda*, on lit de timides critiques qui laissent entrevoir que les ministères sectoriels n'accomplissent pas tellement les programmes de développement social, et Smirnov propose d'instaurer les clauses sur la responsabilité des directeurs d'entreprises pour la construction des logements et des ouvrages culturels comme pour les principaux indices du plan. Sous ce langage prudent, il est facile de discerner l'incurie et la corruption qui règnent parmi cette classe de bureaucrates au pouvoir. Tout le monde connaît les ravages de la bureaucratie et du centralisme. Cette économie planifiée autoritairement et cette société hiérarchisée jusqu'à l'étouffement n'incitent guère à une « production satisfaisante ». De même, la raison « d'Etat en train de déperir » autorise toutes les répressions face aux objectifs jamais atteints des plans successifs des tentatives d'émancipation économique ou politique. Ainsi, ces directeurs d'usines risquent bien de faire les frais, à leur tour, de l'exploitation forcenée qu'ils entretiennent parmi leurs ouvriers.

A l'analyse de ce 11^e plan quinquennal, il est facile de constater que depuis 60 ans, dans ce « paradis ouvrier », on en est toujours à reconstruire une économie sans cesse défaillante, replâtrage qui masque mal la réalité de l'escalade salariale. Après 60 ans de dictature marxiste, les économistes soviétiques en sont toujours à parer au plus pressé et à agir au coup pour coup.

Cela peut s'expliquer par le fait que la « Nomenklatura » forte de 750 000 hommes environ tient les rênes du pouvoir et ne cherche absolument pas à assurer la bonne marche de l'économie. Le pillage systématique des produits est organisé à leur seul profit. Cette classe de bureaucrates ne laisse aux ouvriers que le strict nécessaire pour ne pas crever de faim dans cette « patrie du socialisme. »

Dans une dictature, lâcher une parcelle du pouvoir équivaut, à terme, à un suicide collectif. Aussi, cette « Nomenklatura » s'accroche à sa domination et à ses privilèges. Elle s'y maintient péniblement, se repliant sur elle-même, s'isolant pour mieux se protéger. Il est significatif de noter que, dernièrement, tous les membres des instances dirigeantes ont été reconduits dans leur fonction malgré leurs âges vénérables.

Dans ces conditions, l'innovation et l'enthousiasme ne sont guère de mise dans les hautes sphères soviétiques. Ce qui expliquerait peut-être le singulier manque d'imagination dans les méthodes employées pour relever l'économie.

Marc
(Groupe Sevrant-Bondy)

Dernière heure

GRÈCE

Le vendredi 2 juillet 1981, une délégation de la Fédération anarchiste, composée des compagnons José Bollufer, Didier Roy et Yves Perrault, a été reçue par le Premier conseiller de l'ambassade de Grèce à Paris.

Nos compagnons ont précisé tout d'abord qu'ils représentaient la FA et à travers elle l'Internationale des FA., mais également qu'ils étaient mandatés par des militants anarcho-syndicalistes présents à la CGT, CGT-FO, CFDT et FEN ainsi qu'à la CNT, section française de l'AIT. Ils ont ensuite exposé le climat de répression (arrestations arbitraires, perquisitions, tortures, etc.) dont sont systématiquement victimes les mouvements anarchistes et anarcho-syndicalistes grecs de la part du gouvernement Caramanlis. A l'appui de leurs affirmations, ils ont fourni au diplomate un dossier complet comportant entre autres : Le rapport du docteur Mégaloéonomou, le rapport des avocats grecs, l'intervention de Maurice Joyeux le 30 mai à Athènes (voir précédents numéros du ML).

La délégation a obtenu l'assurance que ce dossier serait transmis au gouvernement grec et a particulièrement insisté pour avoir des nouvelles « rassurantes » sur les quatre compagnes et compagnons pour la santé desquels les inquiétudes sont les plus vives : Philippos et Sophia Kyritsis, Jean Scandalis, Kyriacos Miras.

Le conseiller de l'ambassade a promis une réponse à ce sujet précis pour la fin du mois de juillet. En fonction du contenu de cette réponse, la Fédération anarchiste prendra toutes les dispositions nécessaires (interventions auprès des organisations humanitaires, des syndicats, appel à l'opinion publique, etc.) pour que cesse cette répression et que nos camarades soient libérés.

HISTOIRE

L'ANTIPATRIOTISME EN FRANCE

(1886-1887)

par Gaetano MANFREDONIA

NÉ au sein de l'Association internationale des travailleurs, l'anarchisme a été et est naturellement internationaliste. Plus encore peut-être tout particularisme national ou raciste comme facteur de division et d'affaiblissement de la classe ouvrière.

Contrairement à d'autres socialistes « nationaux », les anarchistes n'ont jamais été dupes des aspects que, suivant les époques, l'idéologie nationale bourgeoise assumés, pas plus que des grands mots comme patrie en danger, défense nationale, intérêts suprêmes, etc. Les lignes qui vont suivre, sans vouloir prétendre épuiser l'argument, veulent apporter quelques renseignements sur une période de notre mouvement peu connue.

En avril 1891. Rémy de Gourmond, dans *Le Mercure de France*, écrivait à propos de la « revanche » : *Personnellement, je ne donnerai en échange de ces terres oubliées ni le petit doigt de ma main droite : il me sert à soutenir ma main quand j'écris, ni le petit doigt de ma main gauche : il me sert à se-*

dre en charge, dès l'école primaire, les enfants pour en faire de bons citoyens, républicains, respectueux de la légalité bourgeoise suivant la devise : *Pour la patrie, par le livre et par l'Épée*. L'amour de la patrie est l'un des thèmes centraux de cette propagande visant à forger un sentiment d'unité

Tentatives complémentaires qui n'auront pas un grand impact et seront d'une durée éphémère, mais qui ne font pas moins état de la volonté des anarchistes de s'opposer à la fièvre revancharde et de mettre sur pied une Corélation internationale des travailleurs. Il y a là des moyens de propagande originaux visant à battre en brèche l'idéologie dominante en lui opposant des contre-modèles culturels : le cosmopolitisme au patriotisme, l'internationalisme au nationalisme, le socialisme à la bourgeoisie capitaliste.

L'autre mérite de cette propagande, sera l'établissement et la dénonciation du lien nécessaire qui unit patriotisme et militarisme, bourgeoisie et armée. En montrant le rôle conservateur de la société bourgeoise rempli par l'armée en tant que force établie en vue de réprimer l'ennemi intérieur d'abord, ainsi que la fonction idéologique du militarisme fer de lance du patriotisme en vue de légitimer, justifier, occulter cette action, diviser et opposer les prolétaires français et allemands, et leur faire accepter la politique de la bourgeoisie.

cosmopolite : *Les chauvins, ennemis de l'humanité et du progrès ont leur li-gue. Nous, cosmopolites, nous voulons avoir la nôtre.*

L'objectif de la Ligue sera d'éduquer les gens à faire la révolution et à perdre les préjugés nationalistes : *Notre Ligue cosmopolite sera en quelque sorte une école préparatoire de révolutionnaires (...)*

La *Révolution cosmopolite*, tout en mettant l'accent sur la nécessité de l'union de toutes les forces révolutionnaires et populaires au-delà des frontières, et populaires que soient les nationalités ou races, n'en garde pas moins une approche trop idéaliste et humanitaire de la question. De ce fait, elle reste trop tributaire encore de l'universalisme du siècle des Lumières.

La répression ne tarde cependant pas à s'abattre sur le journal. Odin, un des rédacteurs sera condamné à trois mois de prison, plus la saisie et la destruction du numéro. Les raisons : incitation à des militaires pour les détourner de leurs devoirs et de l'obéissance qu'ils doivent à leurs chefs. L'article incriminé se termine ainsi : *Enfants du peuple, puisqu'on nous a armés, que nos armes servent à affranchir votre classe ! Quand viendra l'heure des révoltes suprêmes : souvenez-vous.*

La revue sera une nouvelle fois obligée de suspendre ses publications, mais un autre journal prendra la relève : *L'Anti-garde cosmopolite*. Hebdomadaire, il vivra l'espace de huit numéros, de mai à août 1887, le temps de réaffirmer les positions internationalistes et anarchistes et exorter une fois de plus les jeunes gens à combattre le « monstrueux préjugé de patrie ».

L'initiative de la publication revenait au groupe du 15^e arrondissement de la rue Fondary constitué au début de cette même année. Parmi les principaux rédacteurs et animateurs du journal, les compagnons Villaret, Sureau, Landriot. Des contacts furent pris avec les anarchistes italiens réfugiés à Paris, en vue de mettre à leur disposition une partie du journal, mais cela n'aboutira pas, l'*Anti-garde* devant cesser de paraître pour manque de fonds.

La Ligue des anti-patriotes

Cette ligue fondée vers la fin du mois d'août 1886 par les anarchistes du 20^e eut elle aussi une vie brève, et la période de ses principales activités est comprise entre 1886 et 1887. Parmi les animateurs de la Ligue, on retrouve des anarchistes des plus en vue dans les

réunions parisiennes de l'époque comme Thomas, Lucas, Deherime, ou Jahn, mais surtout les jeunes Niquet et Bidault qui en seront les véritables animateurs. Groupement d'activistes, les anti-patriotes devaient être divisés en 20 sections, une par arrondissement de Paris, avec une réunion générale des sections tous les mois. A cet égard avaient été prévues des cartes d'adhérents et des cotisations. L'argent cependant fera toujours défaut à la Ligue.

Dans les faits, seulement six sections verront le jour composées essentiellement à partir de groupes anarchistes existant déjà : le groupe des jeunes de Belleville, pour la section du 20^e, les Enfants rouges, pour celles du 3^e et du 11^e, la jeunesse de Grenelle, pour le 15^e, les Sentinelles révolutionnaires, pour le 18^e.

L'action de la Ligue des anti-patriotes sera davantage tournée vers la propagande dans les casernes, auprès des soldats, contre le militarisme et les menaces de guerre. Ses objectifs avoués sont de combattre l'idée du patriotisme, prêcher l'indiscipline aux soldats, et d'engager les jeunes conscrits à se soustraire au service militaire. D'ailleurs, les membres de la Ligue seront surtout des jeunes sensibilisés par le problème.

Cette propagande est faite essentiellement au moyen de tracts, d'affiches, de réunions. Un tract *Aux conscrits*, qui est tiré une première fois en 1886 puis une deuxième fois en février 1887, sera envoyé en province et même à l'étranger. En province, la Ligue paraît soulever de larges assentiments chez

Au moment du tirage au sort des conscrits, le manifeste sera placardé sur les murs de Paris. Il se terminait par une exhortation au meurtre : *Si... vous endossez la tunique du soldat, si on vous oblige à marcher sur le peuple, souvenez-vous que vous faites partie de ces ouvriers que l'on veut enlever massacrer et répondre aux ordres sanguinaires de vos chefs, les entraîneurs de sabres, en leur envoyant le plomb de vos fusils. Quelques années après, les principaux promoteurs et orateurs de la Ligue, comme Jahn ou Niquet seront les premiers à donner l'exemple en se soustrayant à la loi militaire.*

On cherchait même à mettre sur pied une « caisse de la grève des conscrits » dont les fonds seraient distribués aux jeunes gens désireux de se soustraire à la loi sur le recrutement.

Mais à côté de leurs réunions, les Ligueurs anarchistes n'hésitent pas à aller porter la contradiction aux réunions de la Ligue des Patriotes et faire de la propagande en distribuant des tracts où les nationalistes étaient fustigés : *Chauvins, réfléchissez (...), cessez d'être ces victimes de la patrie ou plutôt des coquins qui l'ont inventée et de ceux qui s'en servent aujourd'hui.*

Face aux menaces de conflits avec l'Allemagne que l'affaire Schnae Belé avait déclenché et qui avait fait de Boulanger le sauveur de la France, celui qui avait fait reculer Bismarck, un grand meeting de protestation contre la guerre est organisé, salle Favié à Belleville le 18 septembre 1887. Un millier de personnes répondent à l'appel des anti-patriotes.

En pleine saoulerie revancharde, les orateurs affirmeront au grand scandale des bourgeois présents la suprématie de l'Allemagne sur la France au point de vue social et philosophique pour conclure sur la nécessité de l'entente de tous les travailleurs et de riposter par la révolution sociale aux menaces de guerre.

La Ligue, par la suite, fera de moins en moins parler d'elle, sans disparaître pour autant. La fin des années 80 et le début des années 90 seront marquées par un recul quasi général de l'anarchisme qui va bientôt être obligé de changer son type de propagande pour se mettre en état de suivre l'évolution du mouvement ouvrier. Le leçon des « anti-patriotes » ne sera que mieux comprise et poursuivie, et la fin du siècle verra la naissance d'une association internationale antimilitariste, sorte de filiale spirituelle de la Ligue.

AUX OUVRIERS SANS TRAVAIL

Vous tous qui souffrez, vous tous qui avez à vous plaindre du manque de travail et du manque de pain, prenez-vous part à cette dérisoire Fête du 14 Juillet, organisée par les misérables qui nous gouvernent et nous exploitent ?

NON !

Vous n'irez le 14 Juillet, Place du Château-d'Eau, à 8 heures du matin, que le Drapeau noir à la main !

VIVE LA RÉVOLUTION SOCIALE !

« Passe-partout distribué à l'occasion du 14 Juillet 1885 »

couvrir la cendre de ma cigarette. Pour conclure : *S'il faut d'un mot dire nettement les choses, eh bien, nous ne sommes pas patriotes.*

Le Joyeux patriotisme, titre de ce petit texte, fit scandale. La France venait de sortir de la crise boulangiste et tout le monde renchérissait à celui qui serait plus patriote. La République bourgeoise jouait là la carte de l'unité nationale pour masquer des clivages sociaux de plus en plus profonds. Le massacre de Fourmies, le mois d'après, devait les révéler au grand jour.

A Fourmies, l'armée avait tiré, mais dans le dos des prolétaires; la classe ouvrière apprenait sur sa peau à quoi servait cette force si adulée qu'était l'armée. Le patriotisme, le culte de l'armée et la défense nationale révélaient leur vrai visage mystificateur.

Le texte de Gourmond avait révélé l'existence d'un esprit froideur et réfractaire chez certains hommes de lettres aux thèmes creux, inlassablement répétés, par le nationalisme bavard et tapageur d'un Déroulède. Au particularisme borné des partisans de la revanche, ils proposaient l'internationalisme de l'art et des grands esprits au nom d'un idéal de culture aristocratique. Leur critique s'arrêtait là, incapables de montrer le lien existant entre cette propagande chauvine et la défense des intérêts particuliers de la bourgeoisie.

Ce sont les anarchistes qui se distinguèrent à plusieurs reprises par une critique de l'idée de patrie, et il leur revient le mérite d'avoir associé lutte contre l'armée et propagande internationaliste, guerre européenne et révolution sociale. En dénonçant les clivages fictifs entretenus par la bourgeoisie, les anarchistes contribuèrent à la renaissance d'un esprit internationaliste chez la classe ouvrière brisée par la défaite de la Commune.

Patriotisme et internationalisme
1890 : la République est solidement assise et elle le sera pour longtemps. Les menaces de restauration monarchique écartées, elle dispose des moyens pour mener sa politique. Une des tâches principales que s'assigne la « République opportuniste » sera de vouloir pren-

nationale dans le but d'effacer les clivages économiques et sociaux de la nation et pour créer ainsi un sentiment d'appartenance à la nation française chez les classes ouvrières. La revanche sera l'élément actif, le mythe catalyseur des aspirations et des attentes populaires; l'armée et l'exaltation des vertus militaires le moyen pour les réaliser.

C'est dans ce même état d'esprit que sera fondée, en 1882, la Ligue des Patriotes en vue de mobiliser et encadrer la jeunesse, inculquer l'esprit civique et l'amour de la patrie. Les positions de la Ligue et de son chef, Déroulède, évolueront par la suite vers des positions de plus en plus anti-parlementaires et autoritaires, contre tout ce qui brise l'union nationale, et tout particulièrement le socialisme internationaliste. La Ligue, dissoute en 1889, restera le fer de lance de la réaction en France.

Déjà, en octobre 1884, les anarchistes avaient essayé de développer une propagande spécifiquement anti-patriote dans le but de mener une lutte sans relâche contre le patriotisme. Mais le mensuel fondé par Deherime à cet effet, *La Revue anti-patriote révolutionnaire* n'eut que deux numéros avant de disparaître aussitôt.

Au début de 1886, Déroulède présentait à la chambre Boulanger comme l'homme de la rénovation nationale, en engageant par là la Ligue dans la voie de l'opposition au régime libéral et démocratique, jusqu'à en faire l'ennemi de cette même République qui l'avait nourri en son sein. L'idée se fait jour alors, chez les anarchistes, d'opposer une force contraire qui serve de contrepoids à la vengeance chauvine et réactionnaire des Ligueurs partisans d'un Etat musclé, nationaliste et totalitaire.

Deux initiatives seront prises presque simultanément : celle de Malato, rentré en France avec son père de la Nouvelle-Calédonie, et qui crée une Ligue cosmopolite parallèlement au journal *La Révolution cosmopolite* et la fondation d'une Ligue des anti-patriotes par le groupe des jeunes anarchistes de Belleville.

La révolution cosmopolite

Ce journal, fondé par Malato, son ami Jacques Prolet et Schiroky n'aura que quelques numéros de vie : quatre pour sa première série s'échelonnant du 4 septembre 1886 au 9 octobre de la même année, et cinq numéros d'une deuxième série sous forme de revue non datée, mais de périodicité bimensuelle qui paraîtra de janvier à mai 1887 approximativement.

Partisans de l'union de toutes les écoles du socialisme révolutionnaire, ils ont comme objectif de faire revivre l'esprit internationaliste : *Le nôtre sera un journal au service de la révolution universelle, pourra-t-on lire dans le premier numéro. Dans la déclaration de principe du journal, ils déclarent : Passionnement internationalistes, nous sommes d'avis que la révolution dont nous proposons l'avènement ne pourra triompher que si elle est généralisée (...). Abolition des frontières et des nationalités, proclamation d'une patrie unique : l'humanité.* Malato n'a pas peur d'affirmer que, quant à lui, il se sent beaucoup plus fier d'être le semblable de Confucius que d'être le compatriote de Ferry, le Tonkinois. La devise qu'adoptera le journal sera : *L'homme libre dans l'univers libre.*

Parallèlement au journal, Malato lance l'initiative de créer une Ligue

LIBERTÉ
Egalité - Justice

LIGUE
des Anti-Patriotes

AUX CONSCRITS

Si parmi nous il est des indifférents ou des êtres qui essaient d'oublier leur triste sort, il en est d'autres, et nous sommes de ceux-là, dont le cœur se réveille en pensant au triste avenir qui nous est réservé.

Quittant nos foyers, nos amis, notre travail, nous allons être contraints, nous en sommes certains, de nous séparer de ceux-là, dont le cœur se réveille en pensant au triste avenir qui nous est réservé.

Quelle terrible vie mènent les ouvriers, depuis l'enfance jusqu'à leur mort, toujours forcés ! Quelle ironie atroce, eux qui ont tout produit, fabriqué ou construit, si manquent même du nécessaire et les immenses produits de leur travail leur sont enlevés par une petite minorité d'êtres méprisables, les dirigeants et les bourgeois aux ambitions insatiables et aux instincts étroits et égoïstes. Et lorsqu'ils sont les travailleurs à bout de souffrance l'évent énergiquement la voix, l'Autorité les traite en vil bétail et les fait massacrer par l'Armée. L'Armée c'est la masse des jeunes ouvriers enlevés à leur bague industrielle ou agricole pour être jetés dans les casernes, cloîtres infects ou le corps est autant compté que le cerveau. L'Armée se servira, et on nous jettera bouyonnettes en avant sur ceux dont nous serions la main, avec qui nous vivons et même nos parents, car il nous faudra obéir au nom de la discipline. Quels criminels sont les dirigeants qui veulent nous faire commettre de tels actes, et quels lâches imbéciles seraient nous de faire abolition de nos droits pour soutenir leurs intérêts. Notre droit naturel, c'est le droit que la nature donne à chaque être humain de développer librement ses capacités et de les faire valoir pour le bonheur de tous, d'être enfin entièrement libre avec la raison pour guide. Ce droit d'être libre que les gouvernements se gardent bien d'apprendre au peuple, ce droit d'être libre existe dans vos cœurs, il faut que vous l'affirmiez et que cet appel ne soit pas lancé en vain.

Plus de frontières, les frontières n'existent que dans des cerveaux bornés. Dans tous les pays, les riches, gouvernements ou financiers, se servent des pauvres pour se faire la guerre : c'est leur but pour diriger. La concurrence étrangère :

Messieurs ce n'est pas parce qu'il est Belge, Allemand ou Italien qu'il a le droit de nous opprimer, c'est parce qu'il a la main et que les exploités de son pays ne lui laissent pas de quoi la satisfaire. Et du reste est-ce que cela ne nous arrive pas à nous Français de nous faire concurrence et même de faire des bassesses pour obtenir une place que nous sommes vengés à nous disputer. Ce n'est ni la faute des étrangers ni la vôtre, si eux et nous, nous crevons de faim : les exploités accaparent tout, ce sont les affaires des ouvriers de tous les pays, qui pour s'unir combleront les fossés des frontières de leurs cadavres, Camarades, les vôtres que nous nous disons ici, des étrangers énergiques risquent leur vie pour que nous ne soyons pas les derniers à mourir.

Quant à la Revanche se prépare, non pas la revanche nationale contre une autre, mais la revanche de nous autres les millions creux contre les gros coquins gouvernements ou financiers qui nous volent et qui veulent que nous nous battons pour eux. La liberté entière seule engendrera la raison, mais tous les Gouvernements sont ennemis de la Raison parce qu'elle conduirait les hommes à se passer de gouvernement, et à s'entendre parfaitement, aussi pour que les hommes, deviennent libres à la fois luttent.

Le peuple se trouvera face à face avec l'Armée. Les dirigeants, les maîtres auront-ils en vous des aides bourreaux : réussissent-ils à faire de vous qui n'avez rien, les défenseurs de leurs propriétés. *Notre Mille fois sont* ce serait vous faire injurier de vous croire capables d'une telle lâcheté. Vous souffrez de l'exploitation de l'homme par l'homme sous la forme militaire comme sous la forme patronale : la guerre va s'engager pour sa suppression. Heureux ceux qui pourront s'écarter pour échapper aux tortures à subir et aux crimes à commettre : leur conscience sera tranquille. Mais si n'ayant les moyens de faire vous endossez la tunique de soldat, si on vous oblige à marcher sur le peuple, souvenez-vous que vous faites partie de ces ouvriers que l'on veut enlever massacrer, et répondre aux ordres sanguinaires de vos chefs les entraîneurs de sabres, en leur envoyant le plomb de vos fusils.

NI DIEU NI MAÎTRE, VIVE LA LIBERTÉ.

Les conscrits révolutionnaires de France.

Imprimerie de la Ligue des Anti-Patriotes.

Tract de la Ligue des anti-patriotes (1886)

SPECTACLES

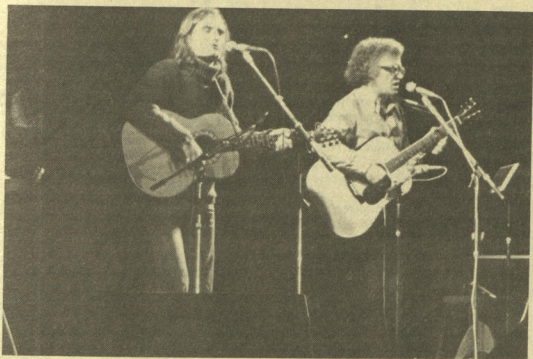
A PROPOS DES FESTIVALS ESTIVALS

AVEC l'été, fleurissent ici et là des manifestations culturelles (musique, théâtre, danse, etc.) appelées « festivals » — de l'anglais *Festival* : fête ! Ils paraissent aujourd'hui entrés dans les mœurs et la presse de l'été les signale régulièrement, au même titre que les films, les pièces de théâtre ou les concerts. On ne voulait pas être en reste, alors voilà !

Des festivals pour qui, pour quoi ?

A l'origine, sans doute une idée généreuse : réunir un public pendant plusieurs jours pour un type de spectacles qu'il aime. C'est ainsi que la vie de la pop musique a été marquée par de célèbres festivals, en 1969 et 1970 à l'île de Wight quelque 400 000 personnes réunies, et en 1969 Woodstock à beaucoup fait parler de lui.

Prenant la suite des festivals de musique classique — Bayreuth créé en 1876 —, et plus récemment, pour le théâtre, Avignon avec l'inoubliable Jean Vilar, ces concentrations de culture font le plein chaque année. Si ça marche, c'est que ça rapporte ! Pas toujours de l'argent, du moins pour les petits festivals organisés par des animateurs en mal d'« animés » dans les campagnes ou les banlieues françaises..., mais de la notoriété quelquefois. Sans compter que ça donne bonne conscience aux dits animateurs qui ont enfin trouvé la solution de faire venir à eux les jeunes. Récupération, quand tu nous tiens !



Parce que c'est vrai, les festivals semblent d'abord destinés aux jeunes. Si l'on excepte Avignon, Orange, Toulouse... qui drainent un public plus âgé, c'est la spécialisation vers un public des 16-25 ans qui frappe.

Faut dire que le rock, le folk ou la pop, bref ce genre de musique, ne touche guère les plus de 30 ans... Allez savoir pourquoi !

Les festivals, diffuseurs culturels

Bon, on va tout de suite liquider la notion de culture bourgeoise, ça sera fait. Un seul exemple : Avignon, festival mort (merci monsieur Faivre d'Arcier) qui n'accueille plus que le tout-Paris en méprisant soigneusement le tout-Avignon qui le lui rend bien. La place de l'Horloge est désormais propre, les sbires de monsieur Defferre s'en chargeront comme hier ceux de monsieur Bonnet. Et c'est dommage, moi j'aime bien le théâtre, mais pas dans ces conditions et à ces prix. Avignon, c'est la consommation culturelle et autre dans toute sa splendeur. Et ça pue ! Si Vilar avait tenté, sur la lancée de l'éducation populaire, de rendre le théâtre accessible et vivant, il n'en reste plus aujourd'hui, en Avignon, qu'une sombre caricature (alors Cavanna, tu seras au Festival cette année?)

gnon ou dans un festival rock, on est là en tant que consommateur d'un produit. Alors pourquoi s'étonner si effectivement le public se conduit comme tel. Il en veut pour son argent et au cas où, n'hésite pas à manifester bruyamment et violemment son désaccord.

Pourquoi les festivals seraient-ils différents de la société qui les secrète. Moment et lieu privilégiés (vacances, campagne, lit-

3 août). Renseignements (90) 96.47.00.

• Opéras, théâtre et encore de la danse à Carpentras, tél. (90) 63.43.35.

• Et à Orange, les habituelles chorégies mais pas de renseignements plus précis pour l'instant, tél. (90) 34.24.24.

• De la danse toujours à Châteauevallon (près de Toulon) du 15 juillet au 14 août, tél. (94) 24.11.76.

tional Hector Berlioz (du 14 au 20 septembre), tél. (7) 860.85.40.

Ailleurs :

• A Paris, rencontre d'été de jazz (du 1^{er} au 11 juillet). Renseignements Artistic-Athévains, tél. 379.06.18.

• A Sceaux, XIII^e festival de l'Orangerie de Sceaux, du 14 au 31. (Musique de chambre), tél. 660.07.79.

• A Paris, XVI^e festival estival de Paris (concerts) (du 15 juillet au 24 septembre), tél. 227.12.68.

• 24^e rencontres internationales du cinéma de Pontarlier (cinéma fantastique) (du 5 au 20 septembre) au ciné-club J. Becker, 28, rue Maurice Cordier, tél. (81) 99.18.69.

• Du cinéma encore avec le festival du cinéma américain à Deauville (du 4 au 12 septembre). Office du tourisme, tél. (31) 88.21.43.

• Et pour savoir ce qui se passe au 14^e festival d'été de Gargilès dans le Centre (du 25 au 30 août), se renseigner au (57) 47.83.11.

• A la Chaise-Dieu par contre, on sait ce qu'il y a : de la musique de chambre, des récitals, des concerts (du 29 juin au 30 septembre). Renseignements (71) 00.01.16.

• Du théâtre en Aquitaine au festival des jeux du théâtre de Sarlat (du 20 juillet au 10 août). Renseignements (53) 59.27.67.

N'oublions pas la Corse :

• Du 15 juillet au 15 août, des semaines culturelles de Haute-Corse (théâtre, musique classique, jazz). Renseignements : mairie de Bastia, tél. (95) 32.05.80.

• Festival international de Milléoli (opéra), du 22 juillet au 1^{er} août. Tél. (95) 21.56.85.

Ni la région lyonnaise :

• A Lyon, le 3^e festival interna-

Jocelyne FONLUPT

Le coin des super-copains

• Sophie Sèvres et Myriam Roustan seront, à partir du 15 juillet, au Café d'Edgar, 58, boulevard Edgar Quinet, Paris 14^e, dans une œuvre intitulée *Tiens voilà deux boudins*, où le mauvais goût n'a d'égal que l'extrême grossièreté du dialogue. C'est du moins ce que disent ceux qui n'aiment pas et leur dentier grincheux. Moi, je pense que c'est très joli et que c'est Chantal Goya qui est obscène et mal embouchée, tant c'est nul, mièvre, décevant. Chacun ses goûts.

• Alain Aurenche (tour de chant) et Jean-Luc Debattice (one man show) seront à Aix, à l'Antidote, du 7 au 11 juillet. Je ne dirai jamais assez que les lecteurs du ML sont des auditeurs privilégiés dans ce (presqu'unique) café-théâtre du sud-est.

• A partir du 7 août, à la Comédie de Paris (rue Fontaine, 9^e), une « opérette » signée Jean-Paul Sèvres. Sorte de farce monstrueuse et louffingue qui s'appelle *Les Bijoux de Famille*, avec en sous-titre *C'est pas de la dentelle*. On y retrouvera l'effrayante tribu des sans foi ni loi ni Dieu ni maître que sont Jean-Jacques Péroni, Myriam Roustan, Sophie Sèvres, Josée Rabeson, Jean-Paul Sèvres et Laurent Benoit.

• Alain Aurenche sera, du 5 au 14 août, à la Tanière, 45 bis, rue de la Glacière, Paris 13^e, et

Jean-Luc Debattice présentera son premier tour de chant avec 4 musiciens, du 23 septembre au 5 octobre, au Clôître des Lombards, 62, rue des Lombards, Paris 1^{er}.

• Pour une seule et unique fois, soyons graves dans cette colonne. Bernard Dimey, notre camarade, est mort à la fin du mois de juin.

Cet immense poète, l'immense talent seront sans aucun doute redécouverts par les nécrophiles de la culture dans quelques années. Tant il est vrai que l'on a vraiment du talent que lorsque l'on n'est plus vivant dans ce pays de limon gris peuplé de béotiens, où ceux qui ont quelque chose à dire s'enfoncent.

Bernard Dimey, parmi d'autres chefs-d'œuvre, nous laisse des joyaux tels que la chanson *Syracuse* ou le poème *Je ne te salue pas drapeau de la France*. Ceux qui se sont déplacés pour l'écouter, ceux qui l'ont aimé comprendront que ce n'est plus l'heure de parler du grand Dimey. J'en laisse le soin aux universitaires qui rédigeront plus tard des thèses, aux exégètes qui analyseront et complèteront son œuvre, au grand public qui le découvrirra et s'émerveillera. Je n'écrirai donc pas de chronique mortuaire. Tout simplement parce que je suis triste.

J.-J. JULIEN

Le commissaire Nicole Bourdon

A l'Espace-Gallé (35 rue de la Gaîté, Paris 14^e, tél. 327.95.94), Dominique LAVANANT s'éclate et vous reconstitue dans le rire avec *Commissaire Nicole Bourdon*. Une suite souvent décapante de tableaux, dans la caricature, l'énorme, le grotesque de personnages hélas familiers pour beaucoup.

Depuis le commissaire à la Bogart qui exhale la fumée de sa cigarette (sous son stén, le col de l'imperméable relevé, à la danseuse de cabaret mexicain en passant par la fausse dingue scato, l'aubergine ou même le chat junkie, c'est une vraie revue des différents registres du comique que nous donne Dominique LAVANANT. Elle vous procurera le plaisir de retrouver démythifiés ces archétypes de la « France profonde », le beauf (et la bell's), le flic « incorruptible et réglo », la militante invétérée de la Croix-Rouge, tous ces êtres qui font la grisaille quotidienne, Dominique LAVANANT les met en scène, les joue et les étale. Bravo !

G.C.

20 h 30, relâche dimanches et lundis. Tarif préférentiel au porteur du *Monde libertaire*.

Midi-Provence :

• Du théâtre à Avignon, de la danse et de la musique... du 7 juillet au 2 août. Renseignements au bureau du festival, tél. (90) 86.24.43.

• Semaines internationales de la danse à Arles (du 17 juillet au

CRITIQUE LITTÉRAIRE

LA RÉVOLTE DE KRONSTADT

par Henri Arvon

Editions Complexes

EN 1921, les marins de Kronstadt, ceux-là mêmes que l'on avait surnommés « les héros d'octobre », tombaient sous les balles assassines des molosses à la solde de Lénine et Trotsky. Leur crime, le crime suprême : avoir contesté la dictature mise en œuvre par les nouveaux maîtres de l'empire des tsars. Leur espoir, un espoir intolérable pour les bolchévicks de cette époque comme pour ceux d'aujourd'hui : la restitution du pouvoir aux conseils d'ouvriers, de paysans et de soldats; la libre organisation et gestion des usines, des communes... Leur mot d'ordre, un mot d'ordre toujours d'actualité : « En avant pour la troisième révolution ». La première ayant anéanti la féodalité tsariste, la seconde, Kérénski et la bourgeoisie libérale, la troisième — la dernière — devait chasser la nouvelle bourgeoisie rouge. La révolution sociale, débarrassée de son « mac » bolchévique, le communisme aurait pu de nouveau scintiller aux couleurs de l'espoir !

On le voit, les événements de Kronstadt constituent un symbole d'importance à l'heure où la Pologne secoue ses chaînes et où la dissidence lézarde chaque jour davantage le visage d'un communisme autoritaire ravagé par les rides de l'échec. Kronstadt, ce n'est ni plus ni moins que l'une des premières manifestations de la résistance contre le capitalisme d'Etat et la dictature sur le prolétariat. Un cri de haine, donc, mais également un cri d'espoir : celui de ceux qui, hier comme aujourd'hui, ne désespèrent pas d'un communisme aux couleurs de la liberté et de l'égalité, sans Etat, sans exploitation et oppression de

l'homme par l'homme... sans camps de concentration.

Ce symbole qu'est Kronstadt, les anarchistes se sont toujours efforcés de le maintenir bien vivant dans la mémoire collective. Contre l'oubli, la déformation, la calomnie ou tout simplement l'ignorance, nous n'avons eu de cesse de transmettre son message à ceux qui s'éveillaient à la révolte. Malgré les sarcasmes, les insinuations, le silence, les mensonges et les crachats, nous ne nous sommes jamais découragés, persuadés qu'un jour viendrait où la troisième révolution pour laquelle sont tombés les « héros d'octobre » frapperait de nouveau avec force à la porte de l'histoire. Ce jour approche à grands pas !

Dans ces conditions, rien d'étonnant à ce que Kronstadt suscite aujourd'hui l'intérêt des historiens et de la nouvelle jeunesse de la révolte. Un livre notamment vient de sortir qui se propose de faire le lien entre ces événements de Kronstadt et ceux qui agitent actuellement les pays de l'Est. Son auteur, Henri Arvon, est bien connu de nos milieux. Il avait déjà sévi dans la rédaction d'un opuscule sur l'anarchisme (1) et dans celle d'un essai plus conséquent sur l'anarchisme au XX^e siècle (2), tentant sans succès de redonner vie au marxisme en pleine putréfaction en l'aspergeant de quelques gouttes d'anarchisme. Aujourd'hui, il récidive !

Dans *La Révolte de Kronstadt*, Arvon reste en effet fidèle à lui-même. Spectateur abasourdi d'un marxisme qui étale au grand jour sa propension à l'échec, il n'arrive cependant pas à se résoudre à rejeter l'idéologie qui est la sienne. C'est plus fort que lui ! Mal-

gré les faits, la systématique de l'intolérable et la répétition du lamentable, il s'accroche à l'espoir fou de la résurrection d'une idéologie moribonde.

Dans cette optique, l'anarchisme — son interprétation de l'anarchisme — constitue l'un des éléments clés de la thérapeutique. Bien sûr, pour mettre son délire à l'heure du crédible, Arvon se doit d'édulcorer au maximum l'anarchisme en le réduisant à une vague morale, et de réécrire l'histoire. C'est ainsi que dans le présent ouvrage, en s'appuyant sur une petite phrase de Kropotkine, il écrit sans complexe : « Les anarchistes n'en gardaient pas moins un certain faible pour les bolchévicks : ils attribuaient les déviations bureaucratiques, étatiques et dictatoriales non pas à leur doctrine elle-même, mais aux effets néfastes des interventions étrangères et de la guerre civile. » C'est ainsi encore, qu'à longueur de pages, il va tenter d'excuser le massacre des révoltés de Kronstadt : « ... On ne saurait douter que l'intention de conférer la toute puissance au parti est inhérente au léninisme : il est vrai toutefois que les circonstances historiques particulièrement dramatiques qui, à tout moment, risquaient d'anéantir l'œuvre révolutionnaire, ont fait agir les bolchévicks comme des gens qui, accablés à une auto-défense désespérée, n'ont plus le choix des moyens. » C'est ainsi enfin, que par la bande, en douce, il tente d'accrédi- ter la thèse selon laquelle les marins de Kronstadt auraient été des agents conscients ou inconscients de la contre-révolution blanche : « L'apparente franchise des Yzvestia de Kronstadt va même jusqu'à admettre qu'il existe réelle-

ment un danger de voir la révolte des marins servir les sombres desseins de la contre-révolution... Il semble difficile, et en tout cas imprudent de rejeter a priori en bloc la thèse communiste. »

Au bout du compte, tout en reconnaissant un certain nombre de faits constitutifs de la révolte de Kronstadt, Arvon tente de jeter le doute dans les esprits. Il plaide pour la bavure et laisse aussi entrevoir une possible régénérescence du marxisme en lui administrant quelques gouttes d'anarchisme. L'entreprise est vouée à l'échec. La vérité sur les événements de Kronstadt et sur l'antonomie marxisme-anarchisme a été mise à jour depuis longtemps et Arvon ne convaincra que des sourds ou des aveugles. La troisième révolution ne se jouera pas au rythme lent de la résurrection du marxisme, mais aux accents enflammés de la révolution sociale et du socialisme libertaire.

Un livre à ne pas lire, donc, et si vous voulez en savoir plus sur la révolte des marins de Kronstadt, reportez-vous à d'autres sources (3).

Jean-Marc RAYNAUD

- (1) L'Anarchisme, *Que sais-je* n° 749.
- (2) L'Anarchisme au XX^e siècle.
- (3) Kronstadt 1921, par A. Shirda, éd. de la Tête de Feuilles; La Commune de Kronstadt, par Ida Mett, éd. Spartacus; La Révolution inconnue, par Voline, éd. Belfond; La Tragédie de Kronstadt, P. Avrich, éd. Seuil; Les Soviets trahis par les bolchévicks, par R. Rocker, éd. Spartacus; Les Anarchistes russes, par P. Avrich, éd. Maspéro.

Elément pour une histoire de la Commune dans le 13^e

arrondissement... de Gérard Conte

Ed. de la Butte aux Cailles

DEPUIS Lissagaray, les histoires de la Commune se sont multipliées sans jamais d'ailleurs faire oublier celui qui fut le premier à relater la grande épopée populaire. Mais toutes ces histoires avaient un caractère global qui nous traçait de grandes fresques. L'ouvrage de Gérard Conte est différent; son propos concerne la Commune de son arrondissement, à partir d'archives locales, et alors nous voyons apparaître plus en détail les réflexes d'une population.

Les hommes que nous décrit l'auteur et dont certains joueront un rôle important à l'échelle de la ville, nous les voyons dans leur vie de tous les jours autour de leur mairie qui est le point central où ils se retrouvent d'abord pour s'installer dans la révolution parisienne, puis pour faire vivre la population dans leur quartier avec tout ce que cela comporte de liaison avec les citoyens qui souvent ne comprennent pas bien et restent dans l'expectative.

Dans ses premiers chapitres, l'auteur nous met en situation par un exposé politique clair de ce qu'est la capitale après la défaite de 1870. Il nous explique le jeu des partis et des ambitions qui s'affrontent que nous retrouvons d'ailleurs à l'échelle locale. Enfin, il nous raconte ce que fut l'insurrection du 18 mars dans son arrondissement, et c'est une excellente chose, car on a l'habitude de voir le 18 mars seulement à travers la montée des insurgés sur Montmartre pour s'emparer des canons de monsieur Thiers.

Tout cela est excellent, mais je vous avouerai que mieux que le cadre que Conte a parfaitement reconstitué, ce sont les petites gens de son quartier qui m'ont le plus passionné. Ainsi, les élections à la Commune où les citoyens font l'apprentissage du suffrage universel, est une préface à un droit qui, depuis, a été galvaudé. Parmi les élu

CONTRAT-PROVOCATION

(Une aventure de Commander), de G.-J. Arnaud

IL s'agit d'un livre d'actualité qui trouve le moyen d'être à la fois très ordinaire et hors du commun. Très ordinaire en ce qui concerne le genre : l'espionnage, et hors du commun pour deux raisons : contrairement à la plupart, sinon à la totalité des bouquins, d'espionnage, ce n'est pas un héros solitaire qui est mis en scène, mais toute une équipe dont le « Commander » (Serge Kowacks) n'est que l'un des membres. La deuxième raison, strictement la plus importante, est que si tous les romans d'espionnage sont franchement de droite, sinon d'extrême-droite, G.-J. Arnaud renverse la vapeur et fait des polars que l'on pourrait ranger sous l'étiquette « espionnage de gauche ». En effet, son équipe héroïne lutte contre toutes les manifestations de racisme, de fascisme et plus particulièrement contre les exactions de la CIA.

Ce livre arrive à temps, dans le sens où il porte sur une période récente : l'après-élection de Reagan et l'avant-élection de Mitterrand. Aux USA, l'équipe du cow-boy s'appête à prendre la place de l'équipe Carter et les futurs-nouveaux-arrivants à la Maison Blanche commencent à préparer, à leur façon, les élections françaises.

Contrat-provocation nous raconte l'histoire d'un auteur minable de polars minables, qui se fait payer par différents gouvernements de droite ou d'extrême-droite pour écrire, sous la forme de fiction, des attaques contre des gouvernements ou plus généralement contre des forces de « gauche ». Son récit, toujours à la limite de la diffamation sans en être, suggère, plutôt qu'il ne dit clairement, un autre objectif des polars de cet auteur minable, est de valoriser auprès de l'opinion publique l'image d'un candidat à des élections, ou d'un président-de-la-République-aspirant-dictateur quelconque. Bien sûr, il est évident que l'écrivain, dont Arnaud nous conte les aventures, se fait des revenus annexes en faisant de la pub dans ses bouquins, et il ne peut s'empêcher de songer — sûrement à tort — à la série des SAS.

Ici, notre paumé se propose pour écrire un roman qui redorerait le blason de

Reagan dans l'esprit des lecteurs. En fait, quand il propose ses services, il se fait gentiment remettre en place, mais il est embauché pour un autre travail : écrire un polar qui comprendrait certaines informations sur la visite qu'aurait fait, aux Etats-Unis, une délégation du PS; cette délégation aurait négocié, avec un représentant de Carter, le retour de la France au sein des forces permanentes de l'OTAN, en échange d'une neutralité de la CIA dans le déroulement des élections dont nous connaissons, aujourd'hui, les résultats.

L'articulation de *Contrat-provocation* repose sur le fait que notre auteur-aimable est en réalité noyé par des éléments d'extrême-droite de l'équipe de Reagan qui magouillent du côté de la secte Moon. Arnaud ne nous dit pas explicitement que Reagan est sous la coupe des « moonistes » mais, semblable en ceci à son personnage, il laisse planer le doute.

Et le héros ? Le « Commander » n'intervient que très ponctuellement. En réalité, c'est surtout une équipe qui intervient, équipe privée et qui se trouve sous la houlette d'un sénateur démocrate américain (Owen), un sénateur qui aurait des moyens illimités; non seulement c'est lui qui paye son personnel, mais c'est aussi tout un service qu'il entretient, avec ordinateurs et tout. C'est ainsi, à travers la série des « Commander » que nous apprenons que les démocrates américains sont des gens « de gauche ». G.-J. Arnaud démasque ainsi (est-ce volontaire ?) les intentions de ceux qui ont toujours rêvé de nous faire prendre des vessies pour des lanternes; quel changement de société Carter a-t-il apporté aux Etats-Unis ?

Au-delà de ce simple détail, il est des choses glanées ici et là et que l'on peut laisser à l'appréciation de chacun. Habituellement, dans les bouquins d'espionnage, les terroristes de droite et de gauche, et les révolutionnaires de tous poils sont toujours manipulés par le KGB ou assimilés; pour Arnaud, ils le seraient plutôt par la CIA et autre organisme apparenté. Il s'agit là d'une simple inversion du système. Si vous êtes militants révolution-

naire, vous êtes forcément manipulé par « quelqu'un ». Dans ce style de bouquin, le révolutionnaire apparaît comme une espèce de débile, incapable d'agir par lui-même.

Dans *Contrat-provocation*, Arnaud apparaît comme un chantre du PS : si le PC est cité quelquefois, il se trouve étrangement absent de l'action. Le rapprochement à faire entre le sénateur Owen est d'autant plus facile à faire que chacun sait que le chef du PS est un fervent partisan de la démocratie « à l'américaine ».

Il y a quelques manques, dans cette série des « Commanders », c'est-à-dire du bon espion de gauche, manques qui pourraient expliquer que cette collection obtienne peu de succès. Tout d'abord, il y a très peu de sexe, ce qui ferme à l'auteur toute une partie du marché. Comment voulez-vous vous masturber tranquillement sur ce bouquin en montant la garde au fond des commissariats de banlieue, dans les casernes ou dans les différentes autres « veillées de nuit » ? D'autre part, le héros n'est pas un solitaire lancé dans une jungle politico-enfermée dont il triomphe, mais l'élément final sont le fait de celle-ci, ce qui rend l'histoire beaucoup plus « floue » (c'est le mot à la mode...), plus complexe. L'identification classique au héros est beaucoup moins aisée et beaucoup moins gratifiante. La fantasmagorie du « surhomme » est ici un peu écartée, pas complètement tout de même, et l'histoire risque donc de présenter moins d'attrait pour le lecteur.

Enfin, G.-J. Arnaud a surtout contre lui une vieille tradition des médias : pour être compréhensibles, ses livres doivent contenir tout un discours explicatif. Les polars de droite et d'extrême-droite peuvent se passer de cette dimension explicative dans la mesure où, dans l'esprit du public occidental, et plus spécialement français, suite à la dernière guerre mondiale, l'ennemi nazi et plus traditionnellement allemand, s'est subtilement évaporé : il a laissé la place aux Russes de la guerre froide et plus généralement aux communistes et aux révolutionnaires. Il est évident qu'un « ennemi » s'est subs-

titué à un autre, sans analyse ni démonstration, simplement par la force des médias et des mécanismes habituels de préparation psychologique à la guerre, lesquels s'appuient sur la vieille structure mentale du manichéisme indo-européen. En effet, il serait intéressant de se pencher sur le sujet et de montrer, dans les typologies simplistes du Russe et de l'Allemand du passé que les mêmes images, les mêmes mots sont employés pour présenter l'un et l'autre. Le même glissement s'est produit en ce qui concerne la description de leurs types d'organisation sociale : sans nuance, les médias ont fait le pont entre fascisme et communisme, et à l'ancienne contradiction « bourgeois-ouvriers », s'est substituée celle dans laquelle nous baignons aujourd'hui : « démocratie-totalitarisme ». C'est-à-dire ou l'ordre des patrons, ou l'ordre des bureaucraties, et en aucun cas la lutte de classe.

Si Arnaud reprend bien, comme l'ensemble des médias bourgeois, cette opposition entre démocratie et totalitarisme, par contre il lui faut sans cesse expliquer pourquoi et comment ceux qui sont traditionnellement les méchants deviennent les bons et inversement. Les polars traditionnels n'ont pas besoin d'avoir recours à cette dimension explicative, ils se contentent de concentrer l'attention du lecteur sur l'action qui est ainsi plus évidente, plus présente, plus puissante.

Quoi qu'il en soit, et pour répondre à une question que vous vous posez tous : non, il n'est pas question des anarchistes dans ce bouquin. Une lacune ? faut voir... En attendant, si vous aimez vous abîmer dans ces romans de cape et d'épée que sont les bouquins d'espionnage, si vous en avez marre de vous faire chier à lire les insanités fascistes d'un SAS, riez-vous un peu les boyaux de la tête en lisant un « Commander », vous verrez, ça change. Mais pas grand-chose.

Serge Pieters

Contrat-provocation (une aventure d'action et d'espionnage de « Commander »), G.-J. Arnaud, Fleuve-Noir. Collection espionnage.



du 13^e, des noms qui passeront à l'histoire, ceux de Léo Meilliet et surtout de Léo Frankel, militant ouvrier, le seul à cette époque à avoir des rapports avec Marx dont il sera un des partisans dans les luttes qui opposeront celui-ci à Bakounine. Sur le terrain, on retrouve les éléments révolutionnaires qui constituent la fraction blanquiste et la fraction proudhonienne.

L'auteur ne nous cache rien de la sainte pagaille qui, les premiers jours, va régner entre l'administration et les révolutionnaires qui font l'apprentissage de l'organisation et il soulignera l'incapacité des militaires à profiter des occasions pour assurer la défense de Paris. Enfin, il nous décrit les tragédies qui clôtureront la fin de l'insurrection et l'affaire des Dominicains qu'il reconstitue est de celle-là. Lorsque les troupes versaillaises rentrent dans Paris, la répression sera terrible. Dans le 13^e arrondissement, les Communards se battraient dans leur quartier avant de passer la Seine pour continuer le combat dans les alentours du Père Lachaise.

Ce livre est passionnant en ce sens que nous y découvrons la vie des Parisiens pendant la Commune, l'activité municipale, le « caractère mesquin des querelles de prestiges qui opposent des hommes jetés aux responsabilités sans y être préparés ». Quelques biographies de commandants connus et qui joueront un rôle dans l'Internationale complètent un livre qui dépasse le cadre du 13^e arrondissement, tout en nous faisant comprendre ce que furent les conditions de la population.

Maurice JOYEUX

LIBRAIRIE

Quelques livres en vente à Publico

(145, rue Amelot, Paris 11^e)

(Commandes faites le jour-même, sauf rupture de stock. Quinze pour cent de frais de port.)

Ouvert du mardi au samedi de 10 h 30 à 19 h, sauf en août de 14 à 19 h. Tél. 905-34-08. CCP 11289 15 Paris).

ANARCHISME

- Barrué : *L'Anarchisme aujourd'hui* 11 F
- Dossiers de l'histoire : *Histoire du mouvement anarchiste* 12 F
- Déjacques : *A bas les chefs* 46 F
- Anthologie : *Ni Dieu, ni maître (4 tomes)* Chacun 18 F
- Malatesta : *Articles politiques* 12 F
- Tarizzo : *L'Anarchie* 30 F
- Niel : *Psychanalyse du marxisme* 28 F
- Onze études : *Les Nouveaux Patrons* 48 F
- Joyeux : *L'Anarchie dans la société contemporaine* 45 F

Bibliothèque Anarchiste

MAURICE JOYEUX

L'ANARCHIE

ET LA

SOCIÉTÉ MODERNE



Éditions du Monde Libéral

- Rezler : *L'Esthétique anarchiste* 35 F
- Russel : *Le Monde qui pourrait être* 14 F
- Livrozet : *Hurle* 21 F
- La Boétie : *Oeuvres politiques* 12 F
- Faure : *Propos subversifs* 33 F
- Fayolle : *Réflexions sur l'anarchisme* 10 F
- Textes : *Les Anarchistes et les élections* 10 F
- F.A. : *Les Anarchistes et le problème social* 10 F
- Joyeux : *Autogestion, gestion ouvrière* 10 F
- Bancal : *Proudhon et l'Autogestion* 20 F
- Guillaume : *Idées sur l'organisation sociale* 10 F
- Besnard : *Le Monde nouveau* 15 F
- Leval : *L'Humanisme libertaire* 15 F
- Malatesta : *Notre programme* 3 F
- Rocker : *Le Socialisme et l'Etat* 2 F
- Gr. de Limoges : *Elections ou action directe* 7 F
- Walter : *Pour l'anarchisme* 7 F
- Leval : *Pratique du socialisme libertaire* 15 F
- Lipiansky : *Communisme d'Etat ou socialisme libertaire* 7,50 F
- Reclus et Guyou : *L'Anarchie et l'Eglise* 4 F
- Malatesta : *La Pensée* 12 F
- Aurent : *Entendez-vous dans nos campagnes* 8 F

SOCIOLOGIE

- Ansart : *Marx et l'anarchisme* 105 F
- Naissance de l'anarchisme* 78 F
- Gurvitch : *Études sur les classes sociales* 15 F
- Les Cadres sociaux de la connaissance* 61 F
- Dialectique et sociologie* 18 F
- Rueff : *Les Fondements philosophiques des systèmes économiques* 55 F

PROUDHON

- Proudhon : *Avertissement aux propriétaires* 35 F
- Idee générale de la révolution au 19^e siècle* 35 F
- Du principe de l'art et de sa destination sociale* 140 F
- Justice et liberté* 42 F
- Qu'est-ce que la propriété* 12 F
- Ansart : *Sociologie de Proudhon* 37 F
- Langlois : *Défense et actualité de Proudhon* 15 F
- Voyenne : *Histoire de l'idée fédéraliste les lignées proudhoniennes* 30 F
- Le Fédéralisme de P.-J. Proudhon* 21 F
- Guérin : *Proudhon oui et non* 49 F
- Proudhon : *Correspondance (les 7 volumes)* 3000 F
- Les Carnets (Chacun)* 50 F
- Ecrits sur la religion* 60 F
- Du principe fédératif* 60 F
- La Justice poursuivie par l'Eglise* 60 F

BAKOUNINE

- Bakounine : *Oeuvres complètes (tomes 1 au 5)* Chacun 110 F
- Tomes 6 et 7* 120 F
- Oeuvres (chez Stock)* Tomes 1 et 2, chacun 27 F
- La Liberté* 10 F
- Dieu et l'Etat* 10 F
- Ribeill : *Marx/Bakounine : Socialisme autoritaire ou libertaire (2 tomes)* Chacun 8 F
- Leval : *La Pensée constructive de Bakounine* 25 F
- Oyhamburu : *La Revanche de Bakounine* 47 F
- Lehning : *Bakounine et les historiens* 6 F

KROPOTKINE

- Kropotkine : *L'Entr'aide* 35 F

Pierre Kropotkine

L'Entr'aide

UN FACTEUR DE L'ÉVOLUTION

préface de Francis Laveix

Les Éditions de L'Entr'aide

- L'Éthique* 26 F
- Autour d'une vie* 34 F
- La Grande Révolution* 50 F
- Paroles d'un révolté* 21 F
- Liberté et autorité* 3 F
- Fatalité de la révolution* 2,50 F

MOUVEMENT OUVRIER

- Lissagaray : *Histoire de la Commune* 27 F
- Louise Michel : *Mémoires* 26 F
- La Commune* 27 F
- Guillaume : *L'Internationale* 115 F
- Nettlau : *La 1^{re} Internationale en Espagne* 400 F
- Phil et Callens : *Brouchoux* 48 F

- Adret : *Travailler deux heures par jour* 13 F
- Sorel : *Réflexions sur la violence* 45 F
- Matériaux d'une théorie du prolétariat* 45 F
- Les Illusions du progrès* 45 F
- Pouget : *Le Sabotage* 9 F
- Jacquier : *Simple militant* 34 F
- Guérin : *Front populaire, révolution manquée* 37 F
- Tronchet : *Combat pour une dignité ouvrière* 48 F
- Travail 42 F
- C.F.D.T. : *Le Mouvement ouvrier (1815-1977)* 55 F
- Bron : *Histoire du mouvement ouvrier (3 tomes)* Chacun 45 F
- Faucier : *Les Ouvriers de St-Nazaire* 25 F
- Besnard : *Syndicats ouvriers et révolution sociale* 39 F
- Joyeux : *Le Consulat polonais* 10 F
- Peyrenet : *Nous prendrons les usines* 50 F
- Monatte : *La Lutte syndicale* 49 F
- Guilbert : *Les Femmes et l'organisation syndicale avant 14* 55 F
- Blondeau : *Le Syndicat des correcteurs* 38 F
- Chauvet : *Les Ouvriers du livre en France* 45 F
- Pouget : *Le Père Peinard* 20 F
- Caroux : *Un couple ouvrier traditionnel* 50 F
- Nataf : *Dictionnaire du mouvement ouvrier* 25 F
- Bakounine : *La Commune de Paris* 2,50 F
- A.S. : *L'Anarcho-syndicalisme* 15 F
- Mercier-Véga : *Anarcho-syndicalisme et syndicalisme révolutionnaire* 15 F
- Grein : *La Légalité contestée* 30 F

FEMMES

- Bellotti : *Courrier au cœur* 50 F
- Roussel : *L'Éternelle sacrifiée* 21 F
- Niel : *Le Drame de la libération de la femme* 22 F
- De Beauvoir : *Le Deuxième sexe (2 tomes)* Chacun 17 F
- Pelletier : *L'Éducation féministe des filles* 24 F
- Tristan : *Lettres* 50 F
- Occhipinti : *Une femme de Sicile* 36 F
- Albistur et Armagathe : *Histoire du féminisme en France* 50 F
- Millet : *En Iran* 70 F
- Nochlin et Sutherland : *Femmes peintres* 180 F
- Schwartzter : *La Petite Différence et ses grandes conséquences* 24 F
- Collectif : *Être exploitées* 15 F
- Bellotti : *Du côté des petites filles* 14 F

INTERNATIONAL

(Espagne, Russie)

- Bolloten : *La Révolution espagnole* 20 F
- Nash : *Femmes libres* 35 F
- Maurice : *L'Anarchisme espagnol* 30 F
- Un incontrôlé : *Protestations devant les libertaires* 14 F
- Badet : *Contes anarchistes espagnols* 44 F
- Erzenberger : *Le Bref Été de l'anarchie* 50 F
- Collectif : *Vous avez la mémoire courte* 52 F
- CNT-EJC : *Espagne* 36 F
- Avrich : *Les Anarchistes russes* 58 F
- Skirda : *Kronstadt* 30 F
- Body : *Un pîmo en bouleau de Carélie* 67 F
- Skirda : *Les Anarchistes dans la révolution russe* 24 F
- Mett : *La Commune de Kronstadt* 12 F
- Rocker : *Les Soviets trahis par les bolchéviks* 12 F
- Arvon : *La Révolte de Kronstadt* 19 F
- Makhaïski : *Les Socialismes des intellectuels* 18 F
- Ferro : *Des Soviets au communisme bureaucratique* 24 F

- Hambourger : *Makhnovtchina* 28 F
- Bardy : *La Commune de Budapest* 32 F
- CRIFA : *3^e Congrès de l'IFA* 10 F
- SPRIANO : *L'Occupation des usines* 50 F

KRONSTADT

1921

PROLETARIAT CONTRE BOLCHEVISME

ALEXANDRE SKIRDA



JUSTICE

- Thomas : *Les Provocations policières* 55 F
- Livrozet : *Rue aux Ours* 42 F
- De la prison à la révolte* 34 F
- La Rage des murs* 45 F
- Aujourd'hui la prison* 50 F
- Lévine : *Affaires non classées* 45 F
- Langlois : *Dossiers noirs de la Justice* 15 F
- Dossiers noirs de la police* 15 F
- Guide du citoyen face à la police* 27 F
- Nouveau guide du militant* 17 F
- Laborde : *Locataires, défendez-vous* 45 F
- Journal Officiel : *Associations* 8 F
- Joho : *Guide pratique des associations* 58 F
- Knobelspiess : *A.H.S.* 46 F
- Ziwie : *Droits du détenu et droits de la défense* 30 F

REVUES ET LIVRES DES GROUPES F.A.

- Bibliothèque anarchiste : *La Conquête du pain* 25 F
- La Pihule ou la bombe* 25 F
- De la capacité politique des classes ouvrières* 50 F
- L'Anarchie et la société moderne* 25 F
- Collection du Monde libertaire
- Elles sont vendues au prix de 6 F par 10 numéros depuis juin 1973.
- Gr. de Besançon : *Les Syndicats ouvriers et la révolution sociale* 39 F
- Gr. Fresnes-Antony : *Volonté anarchiste n° 1 au 14* Chaque 10 F
- Collection anarchiste n° 1 et 2. Chaque 35 F
- Gr. Louise Michel : *La Rue n° 6 au 20, sauf 10, 14, 21* 15 F
- Du 6 au 26* 18 F
- Du 26 au 29* 25 F
- Le 30* 25 F
- Gr. de Massy-Palaiseau : *La Chair à canon* 20 F
- Gr. Sacco-Vanzetti : *L'Entr'aide* 35 F
- Gr. E. Varlin : *Revue de la presse anarchiste internationale* N° 1 6 F
- N° 2 8 F
- Gr. Voline : *La Mémoire sociale* N° 0 et n° 1. Chacun 8 F

LE LOISIR

LES travaux historiques et sociologiques sur les loisirs dont nous disposons sont peu nombreux et assez récents (une vingtaine d'années).

Il est évident que la notion de loisir différera selon les cadres de références des auteurs, et qu'un travail anarchiste sur la notion de loisir dans la société capitaliste, mais aussi dans la société anarchiste, reste à faire.

Certains prétendent que les loisirs ont toujours existé, d'autres



que le loisir n'existe pas, ou que tout est loisir.

On peut dire que la notion de loisir s'apparente à l'origine à la notion de temps que l'on appelle « libre », elle-même liée comme une antinomie à la notion de travail.

En fait, dans les sociétés primitives, c'est-à-dire premières dont certaines existent encore, et non sous-sociétés ou sociétés à parfaire par étape, selon une philosophie totalitaire de l'histoire — le marxisme —, toutes les activités étant intégrées dans un fonctionnement rituel de la communauté, les notions de travail, temps libre et loisirs n'existaient pas. C'est lorsqu'apparaîtra la société industrielle avec son travail salarié à l'entreprise d'un autre, lorsque le travail agricole et la vie rurale s'apparenteront au modèle citadin, lorsqu'en fait le travail s'autonomisera arbitrairement des autres activités, s'échappera des rites collectifs, s'organisera spécifiquement, qu'en contrepartie se dégagera la notion de temps libre, définissable et quantifiable.

La notion de loisir, liée au départ au temps libre, va aussi s'autonomiser de par la structuration du temps libre sur le modèle du travail industriel avec ses obligations primaires imposées par les organismes de base de la société : institutions familiale, scolaire, civique et spirituelle.

La ménagère à la maison et l'individu allant à l'église, pour la pression sociale, ne sont pas en loisir, ce qui ne veut pas dire qu'il n'y a pas de loisirs de type familiaux.

Si le temps libre se définit comme temps hors temps de travail, le loisir se définira comme le propose Joffre Dumazedier par quatre caractères.

Le loisir a un caractère libérateur, c'est-à-dire qu'il est une

libération des autres types d'obligations primaires : école, travail, institutions familiale, civique et spirituelle.

Lorsque l'activité devient obligatoire : sport professionnel, séance de théâtre imposée à l'école, sortie habituelle du dimanche en famille, l'activité change de nature sociologique et n'est plus une activité de loisir.

Le loisir n'est cependant pas synonyme de liberté, car d'autres déterminismes sociaux, culturels, économiques interviennent comme obligations secondaires.

Le loisir a pour deuxième caractère un aspect gratuit, désintéressé, sans finalités financières, d'ascension sociale, etc.

Le loisir a un caractère hédonistique de recherche de plaisir et de joie. Si ce caractère n'existe pas, le loisir est alors pauvre.

Le loisir a enfin un caractère personnel, c'est-à-dire concernant l'individu face aux atteintes physiques et contre le rythme biologique de l'homme imposés par ce style de société, face à l'ennui, aux stéréotypes et à la routine enfermant l'individu. L'individu échappe alors à ces contraintes, que ce soit une fuite ou une préparation au combat.

Ces quatre caractères peuvent assez bien définir le loisir dans les sociétés industrielles actuelles, qu'elles soient libérales, socialistes ou communistes.

Il n'est pas sûr qu'en premier temps, le loisir en société anarchiste échappe à cette classification, mais l'importance que l'on accordera au loisir, ou à certains de ses caractères, se modifiera par rapport aux changements qui interviendront face aux obligations primaires où notamment le travail, l'école, l'institution familiale ou civique, aujourd'hui institution d'exploitation et de gouvernement de l'homme par l'homme, pourront devenir



A.F.P.

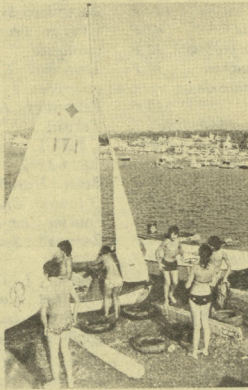
demain des institutions d'administration de la société et de libération de l'homme.

La notion déjà fautive aujourd'hui du travail — qui est le mal — et du loisir — qui est le bien — sera bien plus fautive encore, même si les contraintes existent toujours, même si elles sont différentes.

Mais si nous revenons à aujourd'hui, qu'en est-il de cette fameuse civilisation du loisir ?

Il est sûr que statistiquement, en prenant la population globalement, le temps libre dégagé a servi beaucoup plus à un accroissement des loisirs qu'à un accroissement des obligations primaires.

Si l'optimiste voit alors le nombre d'heures ainsi débloquées depuis un siècle, le pessimiste rétorquera que partant d'une journée de travail de 12 à 16 heures, il était difficile de faire pire et de de toute façon, non seulement



la moitié des Français, par exemple, ne partent pas en vacances, mais qu'en plus les immigrants ne sont jamais comptés dans les statistiques.

Ensuite, en se plaçant sur le plan idéologique et non plus sociologique, si le loisir a des intérêts esthétiques, intellectuels, manuels, physiques et sociaux, hors une minorité de la population, les loisirs sont plutôt pauvres et réduits, en caricaturant, à la télévision, au bistrot et au tiercé.

La civilisation du loisir est plutôt une société de commercialisation et d'étatisation du loisir.

On ne peut d'ailleurs que s'inquiéter de la nomination d'un ministre du temps libre qui, par définition, ne devrait servir qu'à créer du temps libre, mais qui en fait et de manière cohérente va étatiser le temps libre, va enlever le caractère libérateur du loisir.

Il n'est qu'à noter le nombre de conflits, dans les institutions culturelles et socio-culturelles dominées par le pouvoir socialiste ou communiste, qui portent sur le contrôle excessif des élus et la liberté d'expression, tant des adhérents que du personnel, qui est bafouée et à la limite de la non-existence.

La civilisation du loisir, avec ses ministres et ses institutions de loisirs légiférées hors desquelles on ne pourra rien faire, risque bien, à l'image de la ville Peugeot, de la ville Michelin, de devenir une civilisation sans libertés.

Après l'aliénation dans le travail arrive l'aliénation dans le loisir, et gageons que s'il n'y avait aucune résistance, les socialistes et communistes au pouvoir nous construiraient de jolis goulags au visage de la France.

(Groupe Malatesta)

LOISIR, CULTURE ET ACTION CULTURELLE

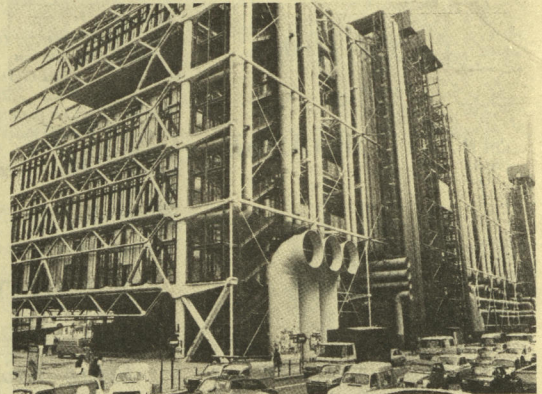
DEUX conceptions très tranchées existent sur le problème culturel, et ce n'est pas dépourvu d'implications tant dans le domaine du loisir que dans l'action militante.

La conception unitaire la plus généreuse définit la culture comme l'ensemble des œuvres d'art, de pensée et de sciences.

La culture est un capital, un héritage, un trésor national et universel, constituée par la somme des œuvres de valeur produite par différents peuples à différents moments de l'histoire.

L'autre conception conçoit la culture comme un mode de vie avec ses us et coutumes, ce qui est une vision pluraliste où il existe des cultures différentes selon les groupes différents : culture de classe, culture régionale, culture ethnique, etc.

La première conception est partagée par la bourgeoisie et aussi par le marxisme. La deuxième conception, longtemps celle presque uniquement des anarchistes et des fédéralistes, est de plus en plus partagée par les ethnologues, anthropologues et sociologues.



De la conception de la culture découle automatiquement l'action culturelle.

Les démocrates conçoivent la création culturelle par une élite aux dons naturels et lorsqu'ils sont humanistes proposent la diffusion culturelle dans le cadre des loisirs par des institutions culturelles telles les maisons de la culture de Malraux.

Pour les marxistes, la prise du pouvoir d'Etat est indispensable pour que le peuple se réapproprie la culture accaparée par la bourgeoisie.

Lorsqu'ils sont au pouvoir, la création culturelle est toujours l'œuvre d'une élite dans le cadre étroit cette fois-ci de la propagande d'Etat.

La conception pluraliste de la culture ne se cantonne pas aux loisirs, car le travail lui-même fait partie de la culture.

La création culturelle est donc constante et les institutions socio-culturelles se sont pas là pour diffuser une culture élitiste ou dominante, mais comme outil à l'expression d'une culture qui se construit.

Lorsque nous regardons les statistiques de fréquentation : des institutions culturelles : cinéma, théâtre, bibliothèque, etc., nous constatons une participation ou-

vière de moins de 10%. Outre le fait que c'est un échec dans les tentatives de démocratisation culturelle, la preuve est fournie d'une résistance à la culture dominante, et d'une résistance sur la base de cultures qui ne veulent pas disparaître.

Fernand Pelloutier avait bien retenu les leçons de Proudhon qui préconisait la séparation des classes, la non-participation des classes ouvrières aux institutions de la bourgeoisie.

Les Bourses du Travail étaient le lieu de construction d'une culture populaire centrée autour du travail, non pas pour permettre aux ouvriers de pouvoir être cadres ou patrons, mais pour renforcer les classes ouvrières dans leur combat.

Pelloutier voulait même que les enfants d'ouvriers n'aillent pas à l'école de l'Etat, à l'école unique de la bourgeoisie, mais viennent apprendre dans une école populaire liée aux Bourses du Travail.

Proudhon disait qu'une classe sociale existe lorsqu'elle a conscience d'elle-même, lorsqu'elle a l'idée de ce qu'elle veut faire et qu'elle crée les moyens pour y parvenir. Qui mieux que Pelloutier a eu cette vision d'en-

semble, quatre-vingts ans avant qu'on ne doute des bienfaits d'une école et d'une culture unique.

Bien sûr, après cent ans de jacobinisme, d'école, de culture élitiste, avec en plus la parcellisation du travail et l'importance des médias, nous sommes de plus en plus enlignés dans une culture de masse, elle-même sous-culture de propagande déguisée de l'Etat.

Mais la leçon est là, et il faut profiter de toute cette résistance à la culture d'Etat qui existe dans les classes ouvrière et paysanne et dans les milliers d'associations où les gens s'organisent eux-mêmes.

ce sera lorsque les gens refuseront d'être assistés, dirigés et commercialisés par l'Etat, lorsqu'ils reconnaîtront les valeurs de leur propre culture et qu'ils la construiront qu'il y aura des chances pour la révolution, que l'on se passera peut-être de Dieu, de l'Etat et du capital pour gérer la société.

Que ceux qui ont la chance d'être en vacances se reposent, pour qu'à la rentrée nous puissions tous ensemble reprendre le combat avec plus d'énergie.

Stéphane

souscrivez... abonnez-vous... souscrivez...